

FL-58886, 30E (5)

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S.F.I.C.)

SOMMAIRE

	Pages
Rosa Luxembourg.....	La conquête du pouvoir..... 1387
Gabriel Péri.....	Le mois international : Le referendum allemand et crise de la S. D. N..... 1396
	<i>Au pays du dollar :</i>
F. Fontenay.....	Le " Fordisme ", exploitation hypocrite de la classe ouvrière..... 1404
Georges Marrane.....	Les banques ouvrières aux États-Unis auxiliaires du Capitalisme..... 1411
Émile Chauvelon.....	La baisse du franc : C'est la guerre qui se paie..... 1417

VIE DU PARTI :

Articles de Saint-Jacques, M. D., Lepape, Hacheldé.

Prix du numéro : UN FRANC

Administration : 142, rue Montmartre — Rédaction : 120, rue Lafayette, PARIS

En vente à la LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

120, Rue Lafayette, PARIS (x^e)

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Organe du Comité exécutif
de l'Internationale communiste

Prix : 4 francs

PARAIT TOUS LES MOIS

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger
3 mois	12 fr.	1/2 \$
6 mois	24 fr.	1 \$
1 an	48 fr.	2 \$

Cahiers du Bolchévisme

Organe théorique du Parti Communiste Français

Prix : 1 franc

BI-MENSUEL

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger U. P.
3 mois	7 fr.	9 fr.
6 mois	13 fr.	17 fr.
1 an	25 fr.	33 fr.

Les communications aux Cahiers, concernant l'administration, doivent être adressées à l'Humanité, 142, rue Montmartre; celles concernant la rédaction, 120, rue Lafayette, PARIS

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S. F. I. C.)

SOMMAIRE

	Pages
Rosa Luxembourg.... La conquête du pouvoir.....	1387
Gabriel Péri..... Le mois international: Le referendum allemand et la crise de la S. D. N.....	1396
<i>Au pays du dollar:</i>	
F. Fontenay..... Le "Fordisme", exploitation hypocrite de la classe ouvrière.....	1404
Georges Marrane.... Les banques ouvrières au États-Unis auxiliaires du Capitalisme.....	1411
Émile Chauvelon..... La baisse du franc: C'est la guerre qui se paie.....	1417

VIE DU PARTI:

Articles de Saint-Jacques, M. D., Lepape, Hacheldé.

ADMINISTRATION
142, rue Montmartre

✦ RÉDACTION ✦
120, rue Lafayette

PARIS

LA CONQUÊTE DU POUVOIR

par ROSA LUXEMBOURG



Il y a quelques mois, la social-démocratie allemande célébrait le 75^e anniversaire d'Edouard Bernstein, le père du révisionnisme.

Nous publions, à cette occasion, un des articles que Rosa Luxembourg écrivit en 1899 pour réfuter les théories de Bernstein. On sait que ce dernier publia, de 1896 à 1898, dans la Neue Zeit une série d'articles intitulés : Problèmes du marxisme, puis en 1899, un livre intitulé : Les conditions du socialisme et les tâches de la social-démocratie. Dans les articles de la Neue Zeit, comme dans son livre, il s'efforça de réfuter les principales thèses marxistes de la concentration du capital, de la paupérisation croissante de la classe ouvrière, de la nécessité de la prise du pouvoir et de la dictature prolétarienne. Contrairement à Marx, Bernstein s'efforçait de prouver que, loin d'amener à une aggravation des antagonismes de classe, le développement de la société menait, au contraire, à une atténuation de ces antagonismes, et à une démocratisation croissante de la société. Il recommandait, en conséquence, de renoncer à l'« utopie » de la Révolution prolétarienne, et de consacrer tous les efforts du prolétariat en vue d'obtenir le maximum de réformes sociales possible à l'intérieur du régime capitaliste. Il demandait à la social-démocratie de « se débarrasser d'une idéologie surannée et d'avoir le courage d'apparaître ce qu'elle était déjà en réalité : un parti de réformes démocrate-socialiste ».

Cette pensée, il l'avait d'ailleurs déjà exprimée sous une forme beaucoup plus nette, et qui ne laissait place à aucune équivoque. Un membre du parti social-démocrate allemand, Belfort-Bax ayant écrit : « Bernstein abandonne le but final du mouvement socialiste pour le libéralisme et le radicalisme bourgeois », Bernstein répondit, dans un article intitulé : La théorie de l'éroulement et la politique coloniale (Neue Zeit, 19 janvier 1898) : « Je reconnais ouvertement que je m'intéresse extraordinairement peu à ce qu'on a l'habitude d'appeler « le but final du socialisme ». Ce but, quel qu'il soit, m'est complètement indifférent; c'est le mouvement qui m'est tout. Et par mouvement, j'entends aussi bien le mouvement général de la société, c'est-à-dire le progrès social, que l'agitation politique et économique et le travail d'organisation en vue de ce progrès. »

Quand on fait allusion à cette déclaration de Bernstein, on en retient souvent cette seule phrase : « Le but n'est rien, et le mouvement est tout », qu'on interprète, comme essaya d'ailleurs de le faire Bernstein lui-même dans son autobiographie, en ce sens qu'il se proposait uniquement par là de mettre les esprits en garde contre toute espèce d'utopie. Mais le contexte est suffisamment explicite. Ce n'est pas le mouvement ouvrier que Bernstein avait en vue, mais le progrès social, d'une façon générale, progrès social qui,

du moment qu'on ne se place pas exclusivement sur le terrain de la classe ouvrière, n'est pas obligatoirement lié au mouvement de cette classe. Car si l'on fait abstraction des buts propres de la classe ouvrière et du mouvement socialiste, le progrès social peut être poursuivi dans bien des directions.

Ce que Bernstein mettait ici en question, c'était l'existence même du parti et du mouvement socialistes, l'existence même du socialisme en tant que doctrine et que but du mouvement ouvrier. Rosa Luxembourgeois aperçut immédiatement le danger. Bien avant les leaders du marxisme orthodoxe : Kautsky, Belfort-Bax, etc., elle dénonça le danger des théories nouvelles que Bernstein s'efforçait d'implanter dans le parti. Elle répondit par une série d'articles intitulés : Réforme sociale ou Révolution, dans lesquels elle déchirait impitoyablement tous les arguments de Bernstein, et rétablissait, avec une vigueur et une science extraordinaires, le véritable point de vue du marxisme révolutionnaire.

L'article que nous publions ci-dessous traite de la question du pouvoir. Il la traite, à vrai dire, d'une façon abstraite et schématique. Mais il faut tenir compte de la date (1899) à laquelle il fut écrit. Rosa Luxembourgeois n'avait pas encore, à cette époque, pour rendre cette question plus précise et plus concrète, l'expérience dont nous disposons aujourd'hui, après les deux Révolutions russes, et les événements des dernières années. Il n'en reste pas moins que son étude des rapports entre l'évolution et la Révolution, de la liaison entre les buts généraux du mouvement de la classe ouvrière, est encore pour nous extrêmement riche d'enseignements. Elle contient des arguments dont nous pouvons encore aujourd'hui faire notre profit dans nos polémiques et nos controverses avec les réformistes, qui nous opposent encore parfois les arguments de Bernstein.

Dans cet article, Rosa Luxembourgeois repousse les conclusions réformistes tirées par Bernstein de la célèbre préface d'Engels aux Luites de classes en France, de Karl Marx. On sait que cette préface constitue purement et simplement un faux de la part du Comité Central du Parti social-démocrate, qui la publia en en supprimant les passages les plus caractéristiques, enlevant ainsi au texte d'Engels son caractère révolutionnaire et lui donnant un caractère nettement réformiste, lui faisant dire, par exemple, que l'époque des batailles de rues était passée, ce qu'Engels n'a jamais dit. Rosa Luxembourgeois ne pouvait savoir à cette époque que le texte en question constituait un faux. Mais elle se rendait compte instinctivement que la véritable pensée d'Engels n'était pas la caricature qu'en avait présentée ses faux disciples. Et c'est sur cette intuition, bien plus que sur des arguments de fait, qu'elle se basa pour repousser les conclusions révisionnistes de Bernstein. Qu'il nous suffise, pour aujourd'hui, de noter ce point. Nous y reviendrons d'ailleurs.

Mais l'article ci-dessous de Rosa Luxembourgeois ne contient pas seulement des arguments précieux contre les réformistes qui sacrifient la Révolution aux réformes, elle en contient également contre les sectaires de gauche qui ne comprennent pas que, si la transformation sociale ne peut se faire au moyen des réformes, elle est du moins liée, dans une certaine mesure, au travail pour les réformes. « La réforme légale et la Révolution, dit très justement Rosa Luxembourgeois, ne sont pas des méthodes différentes de développement historique, que l'on peut choisir à son gré au buffet de l'histoire comme on choisit des saucisses chaudes ou des saucisses froides, mais des facteurs

différents dans le développement de la société de classe, qui se conditionnent et se complètent l'un l'autre, tout en s'excluant réciproquement, comme, par exemple, le pôle Nord et le pôle Sud, la bourgeoisie et le prolétariat. »

Il en résulte que si l'on ne peut exclure la Révolution au profit des réformes, on ne peut non plus exclure les réformes au profit de la Révolution. Les réformistes, tout comme les sectaires de gauche, se font une conception toute mécanique et abstraite du développement social. Aux uns comme aux autres, il faut opposer la conception marxiste, dialectique, du développement social, qui lie la lutte pour les réformes à la lutte pour la Révolution, et celle-ci à la première. C'est tout le problème des revendications immédiates de la classe ouvrière, que l'on ne peut comprendre que si on le lie au problème général de la prise du pouvoir et de la Révolution sociale.

Ce qui précède explique suffisamment les raisons de l'hostilité que manifestent à l'égard de Rosa Luxembourgeois réformistes et sectaires de gauche. Au sein de l'Internationale communiste, cette hostilité s'est marquée par des attaques hystériques contre le « luxembourgeois ». Mais tout à une fin, heureusement ! Et les insulteurs de Rosa Luxembourgeois seront depuis longtemps tombés dans l'oubli le plus complet que « Rosa » restera encore pour nous un admirable exemple de volonté, de foi et de science révolutionnaires, une source inépuisable d'enseignements, un « aigle », comme disait Lénine.

MARCEL OLLIVIER.



Le sort de la démocratie est lié, comme nous l'avons vu, au sort du mouvement ouvrier. Mais le développement de la démocratie rend-il superflu ou impossible une Révolution prolétarienne, dans le sens de la prise du pouvoir d'Etat, de la conquête du pouvoir politique ?

Bernstein tranche cette question en pesant minutieusement les bons et les mauvais côtés de la réforme sociale et de la Révolution, de la même façon à peu près qu'on pèse de la cannelle ou du poivre dans une coopérative de consommation. Dans le cours légal du développement, il voit l'action de l'intelligence, dans son cours révolutionnaire, celle du sentiment, dans le travail réformiste une méthode lente, dans la Révolution une méthode rapide de progrès historique, dans la législation une force méthodique, dans l'action violente une force élémentaire.

On sait depuis longtemps que le réformateur petit-bourgeois voit dans toute chose un « bon » et un « mauvais » côté, et qu'il goûte à toutes les sauces. Mais on sait depuis aussi longtemps que le véritable cours des choses se soucie très peu des combinaisons petites-bourgeoises, et que le petit tas, soigneusement rassemblé, des bons côtés de toutes les choses possibles du monde s'écroule à la première chiquenaude. En fait, nous voyons dans l'histoire la réforme légale et la Révolution fonctionner d'après des raisons beaucoup plus profondes que les avantages ou les inconvénients de l'une ou de l'autre méthode.

Dans l'histoire de la société bourgeoise, la réforme légale sert au renforcement progressif de la classe ascendante jusqu'à ce que cette dernière

se sentit suffisamment forte pour s'emparer du pouvoir politique et supprimer tout le système juridique actuel pour en construire un nouveau. Bernstein, qui tonne contre la conquête du pouvoir politique comme étant une théorie de violence blanquiste, a le malheur de considérer comme une erreur blanquiste ce qui constitue depuis des siècles le pivot et la force motrice de la société humaine. Depuis qu'il existe des sociétés de classes, que la lutte des classes constitue le contenu essentiel de leur histoire, la conquête du pouvoir politique a toujours été le but de toutes les classes ascendantes, comme aussi bien le point de départ et le point final de toute période historique. C'est ce que nous voyons dans les longues luttes de la paysannerie contre les financiers et contre la noblesse dans l'ancienne Rome, dans les luttes du patriciat contre les évêques, et dans celle de l'artisanat contre les patriciens dans les villes du moyen âge, ainsi que dans celles de la bourgeoisie contre le féodalisme, dans les temps modernes.

La réforme légale et la Révolution ne sont donc pas des méthodes différentes de développement historique, que l'on peut choisir à son gré au buffet de l'histoire, comme on choisit des saucisses chaudes ou des saucisses froides, mais des facteurs différents dans le développement de la société de classe, qui se conditionnent et se complètent l'un l'autre, tout en s'excluant réciproquement, comme, par exemple, le pôle Nord et le pôle Sud, la bourgeoisie et le prolétariat.

Et même toute constitution légale n'est autre chose que le produit de la Révolution. Tandis que la Révolution est l'acte de création politique de l'histoire de classe, la législation n'est autre chose que l'expression politique de la vie de la société. Le travail de réforme légale ne contient précisément aucune force motrice propre, indépendante de la Révolution; il ne se poursuit, dans chaque période historique, que dans la direction qui lui a été donnée par l'impulsion de la dernière Révolution, et aussi longtemps que cette impulsion continue à se faire sentir, ou, pour s'exprimer plus concrètement, seulement dans les cadres de la forme sociale créée par la dernière Révolution. Or, c'est là précisément qu'est le noyau de la question.

Il est tout à fait faux et anti-historique de se représenter le travail de réformes légales uniquement comme la Révolution tirée en longueur, et la Révolution comme une réforme condensée. Une transformation sociale et une réforme légale ne se distinguent pas par leur durée, mais par leur contenu. Tout le secret des transformations historiques, au moyen de la puissance politique, réside précisément dans la transformation de leurs simples modifications quantitatives en une qualité nouvelle, ou, pour parler plus concrètement, dans le passage d'une période historique, d'une forme de société, à une autre.

C'est pourquoi quiconque se prononce en faveur de la méthode des réformes légales, contre la conquête du pouvoir politique et la Révolution sociale, ne choisit pas, en réalité une voie plus tranquille, plus calme et plus lente, conduisant au même but, mais un but différent, à savoir, au lieu de l'instauration d'une nouvelle société, des modifications superficielles à l'ancienne société. C'est ainsi qu'on aboutit, en partant des conceptions politiques du révisionnisme, à la même conclusion que de ses théories économiques, à savoir qu'elles ne tendent pas au fond, à la réalisation du socialisme, mais uniquement à la réforme du capitalisme, non pas à la suppression du salariat,

mais à la diminution de l'exploitation, en un mot à la suppression des abus du capitalisme, mais non du capitalisme lui-même.

Mais peut-être les phrases ci-dessus sur le rôle de la réforme légale et de la Révolution valent-elles uniquement pour les luttes de classes du passé? Peut-être qu'à partir de maintenant, par suite du développement du système juridique bourgeois, c'est à la réforme légale qu'incombe le rôle de faire passer la société d'une phase historique dans une autre, et la conquête du pouvoir politique par le prolétariat est-elle « devenue une phrase vide de sens », comme le prétend Bernstein à la page 183 de son livre?

Mais c'est précisément le contraire qui est vrai. Qu'est-ce qui distingue la société bourgeoise des autres sociétés de classes, la société antique et la société moyenâgeuse? Précisément le fait que la domination de classe n'y repose pas sur des « droits acquis », mais sur de véritables rapports économiques, le fait que le salariat n'est pas un rapport juridique, mais un rapport purement économique. On ne trouvera, dans tout notre système juridique, aucune formule légale de la domination de classe actuelle. S'il en reste encore des traces, ce sont, tel le règlement concernant les domestiques, des survivances de la société féodale. Comment, par conséquent, supprimer l'esclavage du salariat, progressivement, « par la voie légale », s'il n'est pas du tout exprimé par les lois? Bernstein, qui veut se mettre au travail de réforme légale, pour supprimer par ce moyen le capitalisme, tombe dans la situation de ce policier russe, qui raconte, dans Ouspinski, son aventure: « Rapidement, je saisis le type au col! Mais que vois-je? Ce maudit type n'avait pas de col! » C'est là que gît le lièvre.

« Toutes les sociétés du passé reposaient sur l'antagonisme entre les classes opprimées et les classes oppresseuses » (*Le Manifeste Communiste*, page 17). Mais, dans les phases précédentes de la société moderne, cet antagonisme était exprimé dans des rapports juridiques bien déterminés, et pouvait, justement à cause de cela, accorder une certaine place aux nouveaux rapports dans les cadres des anciens. « Le serf s'est élevé, dans le servage même, au rang de membre de la commune » (*Manifeste Communiste*, page 17). Comment cela a-t-il été possible? Par la suppression progressive de tous les différents privilèges dans la banlieue de la ville: corvées, droit de vêtement, taxe sur l'héritage, droit de la meilleure tête, impôt personnel, contrainte de mariage, etc., dont l'ensemble constituait précisément le servage.

C'est de cette façon également, que le « petit-bourgeois » s'éleva, sous le joug de l'absolutisme féodal, au rang de bourgeois (*Le Manifeste Communiste*, page 17). Par quels moyens? Par la suppression partielle formelle ou le relâchement réel des liens corporatifs, par la transformation progressive de l'administration, des finances et de l'armée, dans la proportion indispensable.

Quand, par conséquent, on étudie la question du point de vue abstrait, et non du point de vue historique, on se représente les anciens rapports de classe comme un passage légal, selon les méthodes réformistes, de la société féodale à la société bourgeoise. Mais que voyons-nous, en réalité? Que là non plus les réformes légales n'ont pas servi à rendre inutile la prise du pouvoir politique par la bourgeoisie, mais, au contraire, à la préparer et à l'amener. Une transformation politico-sociale formelle était indispensable,

tant pour l'abolition du servage que pour la suppression complète du féodalisme.

Mais tout autre est la situation, actuellement. Le prolétaire n'est contraint par aucune loi à se soumettre au joug du capital, mais par la misère, le manque de moyens de production. Mais aucune loi au monde ne peut lui accorder ces moyens de production dans les cadres de la société bourgeoise, parce qu'ils ne lui ont pas été ravés par la loi, mais par le développement économique.

De même, l'exploitation, à l'intérieur du système du salariat, ne repose pas non plus sur des lois, car la hauteur des salaires n'est pas fixée par la loi, mais par des facteurs économiques. Et le fait lui-même de l'exploitation ne repose pas sur une disposition légale, mais sur ce fait purement économique que la force de travail y joue le rôle d'une marchandise, qui possède, entre autres, cette qualité agréable de produire de la valeur, et même plus de valeur qu'elle n'en tire des moyens de subsistance de l'ouvrier. En un mot, tous les rapports fondamentaux de la domination de la classe capitaliste ne se laissent pas transformer par des réformes légales sur la base de la société bourgeoise, parce qu'ils n'ont pas été introduits par des lois bourgeoises, ni n'ont reçu la forme de telles lois. Bernstein ne le sait pas, quand il se propose une « réforme » socialiste, mais il dit ce qu'il ne sait pas, quand il écrit à la page 10 de son livre, que « le motif économique agit aujourd'hui librement, alors qu'autrefois il était masqué par toutes sortes de rapports de domination et d'idéologies ».

Mais ce n'est pas tout. C'est encore une particularité du régime capitaliste que, dans son sein, tous les éléments de la société future prennent tout d'abord, dans leur développement, une forme ne s'approchant pas du socialisme, mais s'en éloignant, au contraire. Dans la production, s'exprime de plus en plus le caractère social. Mais sous quelle forme ? Sous la forme de la grande entreprise, de la société, par actions, du cartel, où les antagonismes capitalistes, l'exploitation, l'oppression de la force de travail sont augmentés à l'extrême.

Dans l'armée, le développement mène à l'extension du service militaire obligatoire, à la réduction du temps de service, par conséquent, matériellement, à un rapprochement vers la milice populaire. Mais cela sous la forme du militarisme moderne, où la domination du peuple par l'Etat militariste, le caractère de classe de l'Etat se manifestent le plus nettement.

Dans les rapports politiques, le développement de la démocratie, dans la mesure où elle trouve un terrain favorable, mène à la participation de toutes les couches populaires à la vie politique, par conséquent, en quelque sorte, à l'« Etat populaire ». Mais cela sous la forme de parlementarisme bourgeois, où les antagonismes de classe, la domination de classe, loin d'être supprimés, sont, au contraire, étalés au grand jour. C'est parce que tout le développement capitaliste se meut dans les contradictions qu'il faut, pour extraire le noyau de la société socialiste de son enveloppe capitaliste, faire appel à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et à la suppression complète du système capitaliste.

Bernstein tire, certes, de tout autres conclusions : « Si le développement de la démocratie menait à l'aggravation et non à l'atténuation des antago-

nismes capitalistes, répond-il, la social-démocratie, devrait, pour ne pas se rendre la tâche plus difficile, s'efforcer par tous les moyens, d'empêcher l'extension des institutions démocratiques » (page 71). Certes, si la social-démocratie trouvait goût, selon la mode petite-bourgeoise, à cette occupation futile consistant à prendre tous les bons côtés et à rejeter tous les mauvais côtés de l'histoire. Seulement, elle devrait logiquement « s'efforcer d'empêcher » également tout le capitalisme en général, car il est incontestable que c'est lui le grand scélérat qui lui oppose tous les obstacles dans la voie du socialisme. En fait, le capitalisme fournit également, avec les obstacles, les seules possibilités de réaliser le programme socialiste. Il en est exactement de même pour la démocratie.

Si la démocratie est devenue pour la bourgeoisie, soit surperflue, soit gênante, elle est, par contre, nécessaire et indispensable à la classe ouvrière. Elle est tout d'abord nécessaire parce qu'elle crée des formes politiques (administration autonome, droit électoral, etc...) qui serviront au prolétariat de points d'appui dans sa transformation de la société bourgeoise. Mais elle est, secondement indispensable, parce que ce n'est seulement qu'avec elle, dans la lutte pour la démocratie, dans l'exercice de ses droits, que le prolétariat peut arriver à la conscience de ses intérêts de classe et de ses tâches historiques.

En un mot, la démocratie est indispensable, non pas parce qu'elle rend superflue la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, mais, au contraire, parce qu'elle rend cette prise du pouvoir aussi nécessaire que seule possible. Quand Engels, dans sa préface aux *Luttes de classes en France* révisait la tactique du mouvement ouvrier moderne et opposait aux barricades la lutte légale, il ne traitait pas — ainsi qu'il ressort nettement de chaque ligne de la préface — la question de la conquête définitive du pouvoir politique, mais celle de la lutte quotidienne actuelle, non pas l'attitude du prolétariat vis-à-vis de l'Etat capitaliste au moment de la prise du pouvoir, mais son attitude dans le cadre de l'Etat capitaliste. En un mot, Engels donnait des directives au prolétariat opprimé et non au prolétariat victorieux.

Réciproquement, la phrase bien connue de Marx sur la question agraire en Angleterre, sur laquelle s'appuie également Bernstein : « on en viendrait probablement plus facilement à bout en achetant les landlords », ne se rapporte pas à l'attitude du prolétariat avant sa victoire, mais après. Car, d'un « achat » des classes dominantes, il ne peut manifestement être question que si la classe ouvrière est au pouvoir. L'éventualité que Marx envisageait, c'était l'exercice pacifique de la dictature prolétarienne, et non le remplacement de la dictature par des réformes sociales capitalistes. La nécessité même de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat fut, de tout temps, mise hors de doute, tant par Marx que par Engels. Et il était réservé à Bernstein de considérer la basse-cour du parlementarisme bourgeois comme l'organe appelé à réaliser la transformation sociale la plus formidable de l'histoire, à savoir le passage de la société capitaliste à la société socialiste.

Mais Bernstein n'a commencé sa théorie qu'en affirmant sa crainte de voir le prolétariat s'emparer trop tôt du pouvoir, et en le mettant en garde contre ce danger. Dans ce cas, le prolétariat devrait, d'après Bernstein, laisser la société bourgeoise dans l'état où elle est, et subir lui-même une épouvantable défaite. Ce qui ressort tout d'abord de cette crainte exprimée par

Bernstein, c'est qu'au cas où le prolétariat viendrait au pouvoir, il ne devrait tirer de la théorie de Bernstein qu'une seule conclusion « pratique » : aller se coucher. Mais, par là, cette théorie apparaît immédiatement comme une conception qui condamne le prolétariat, aux moments les plus décisifs de la lutte, à l'inaction, et, par conséquent, à une trahison passive à l'égard de sa propre cause.

En fait, tout notre programme ne serait qu'un misérable chiffon de papier, s'il ne pouvait nous servir pour toutes les éventualités et à tous les moments de la lutte, et nous servir par son application et non par sa non-application. Si notre programme contient la formule du développement historique de la société du capitalisme au socialisme, il doit manifestement aussi formuler dans toutes leurs caractéristiques fondamentales toutes les phases transitoires de ce développement, et, par conséquent, pouvoir indiquer à chaque moment au prolétariat quelle doit être son action correspondante, dans le sens du rapprochement vers le socialisme. Il en résulte qu'il ne peut pas y avoir pour le prolétariat de moments où il serait obligé d'abandonner son programme, ou d'être abandonné par lui.

Pratiquement, cela se manifeste dans ce fait qu'il ne peut y avoir aucun moment où le prolétariat, placé par la force des choses au pouvoir, ne soit pas en état et ne soit pas obligé moralement de prendre certaines mesures en vue de la réalisation de son programme, certaines mesures transitoires, dans le sens du socialisme. Derrière l'affirmation selon laquelle le programme socialiste pourrait faire complètement faillite à n'importe quel moment de la dictature du prolétariat, se cache inconsciemment une autre affirmation, à savoir que le programme socialiste est, d'une façon absolue et en tout temps irréalisable.

Et si les mesures transitoires sont prématurées ? Cette question recouvre toute une pelote de malentendus concernant le cours véritable des transformations sociales.

Tout d'abord la prise du pouvoir par le prolétariat, c'est-à-dire par une grande classe populaire ne se fait pas artificiellement. Elle suppose, par elle-même, à l'exception des cas, tels que la Commune de Paris, où le pouvoir ne fut pas obtenu par le prolétariat à la suite d'une lutte consciente de son but, mais tomba dans ses mains, exceptionnellement, comme un bien abandonné de tous, un certain degré de maturité des rapports économiques et politiques. C'est là que réside la différence essentielle entre les coups d'Etat blanquistes d'une « minorité résolue », qui éclatent comme des coups de pistolet, d'une façon toujours inopportune, et la conquête du pouvoir politique par la grande masse populaire consciente, conquête du pouvoir qui ne peut être elle-même que le produit du déclin de la société bourgeoise, et porte, pour cette raison en elle, la légitimation économique et politique de son apparition opportune.

Si, par conséquent, la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière ne peut se produire « trop tôt », du point de vue des conditions sociales, elle doit nécessairement se produire « trop tôt », du point de vue de l'effet politique, du maintien du pouvoir. La Révolution prématurée, qui empêche Bernstein de dormir, nous menace comme l'épée de Damoclès, et contre cela, toutes les prières et les supplications, toutes les transes et tous les tremblements ne servent à rien. Et cela pour deux raisons bien simples.

Premièrement, une transformation aussi formidable que le passage de la société capitaliste à la société socialiste, est tout à fait impossible à s'imaginer se réalisant d'un seul coup, au moyen d'un coup¹ heureux du prolétariat. Considérer cela comme possible, c'est faire preuve, encore une fois, de conceptions tout à fait blanquistes. La transformation socialiste suppose une lutte longue et opiniâtre, au cours de laquelle, selon toute probabilité, le prolétariat sera repoussé plus d'une fois, de telle sorte que la première fois, du point de vue du résultat final de toute la lutte, il sera nécessairement parvenu « trop tôt » au pouvoir.

Mais, deuxièmement, la conquête « prématurée » du pouvoir par le prolétariat ne pourra être évitée, précisément pour cette raison que ces attaques « prématurées » du prolétariat constituent un facteur et même un facteur très important, qui crée les conditions définitives de la victoire finale, du fait que ce n'est qu'au cours de la crise politique qui accompagnera sa prise du pouvoir, au cours de luttes longues et opiniâtres, que le prolétariat acquerra le degré de maturité politique qui lui permettra d'obtenir la victoire définitive de la Révolution. C'est ainsi que ces attaques « prématurées » du prolétariat contre le pouvoir d'Etat sont elles-mêmes des facteurs historiques importants, qui provoquent et déterminent le moment de la victoire définitive. De ce point de vue, la représentation d'une conquête « prématurée » du pouvoir politique par la classe ouvrière apparaît comme une absurdité politique, qui provient d'une conception mécanique du développement de la société, et suppose pour la victoire de la lutte de classes un moment fixé en dehors et indépendamment de la lutte de classes.

Mais étant donné que le prolétariat n'est pas en état de s'emparer autrement que « prématurément » du pouvoir politique, ou, en d'autres termes, étant donné qu'il est absolument obligé de s'en emparer une ou plusieurs fois « trop tôt », avant de s'y maintenir définitivement, l'opposition contre la conquête « prématurée » du pouvoir n'est rien d'autre, au fond, qu'une opposition, d'une façon générale, contre l'effort du prolétariat en vue de s'emparer du pouvoir.

De ce côté aussi, par conséquent, nous aboutissons logiquement, de même que tous les chemins mènent à Rome, à ce résultat, que la tactique révisionniste consistant à laisser tomber le but final socialiste, aboutit à cette autre tactique consistant à renoncer à tout le mouvement socialiste lui-même [et que son conseil à la social-démocratie d' « aller se coucher » en cas de prise du pouvoir par le prolétariat signifie, en réalité, aller se coucher d'une façon générale, c'est-à-dire renoncer à la lutte de classes elle-même] (1).

(Traduit par Marcel Ollivier.)

(1) Ces quelques lignes étaient contenues dans la première édition du livre de Rosa Luxembourg. Elles ont été supprimées dans la 2^e édition. Nous les rétablissons à titre documentaire. (Note du traducteur.)



Le referendum allemand et la crise de la S. D. N.



On n'attirera jamais assez l'attention des militants communistes sur la signification des deux événements qui ont dominé l'activité internationale de ces quatre dernières semaines : le referendum allemand et la crise de la Société des Nations.

Entre les deux faits, il n'y a point, certes, une relation directe de causalité, mais ils sont l'un et l'autre le symptôme du même mal, les expressions complémentaires de la même crise.

Il y a deux ans, lorsque les experts anglo-saxons élaborèrent leur *Plan*, ils se préoccupèrent grandement d'assurer à leurs capitaux investis de l'autre côté du Rhin une garantie contre le réveil de la classe ouvrière. Ils spécifièrent dans le Plan Dawes la nécessité de faire régner en Allemagne « la tranquillité sociale ».

Un an plus tard, à Londres et à Washington, on prétendit édifier sur les fondements économiques du Plan Dawes une construction politique : le Pacte de Locarno, dont le mécanisme impliquait un fonctionnement parfait de la S. D. N.

En juin 1926, la terre allemande brûle sous les pieds des colonisateurs anglo-saxons. Les prolétaires mobilisés en vue du referendum font la démonstration vivante que la lutte de classe n'est point morte dans le Reich dawisé.

A la même heure, l'édifice genevois chancelle. Un membre de la Ligue, le Brésil, se retire; un autre, l'Espagne, parle de le suivre, d'autres encore, la Perse et la Chine menacent de démissionner.

*
* *

Quel est le sens de la campagne du referendum pour l'expropriation des anciens princes; quelle en est l'histoire et quelle signification a au juste le nombre de voix obtenues le 20 juin en faveur de l'expropriation.

Il y a un an à peine, à la fin de la période d'inflation, la consolidation politique de la bourgeoisie allemande pouvait apparaître

à des observateurs superficiels comme le signe avant-coureur d'une pacification définitive du Reich. Il éclate aujourd'hui que le Reich est menacé d'une crise profonde. Cette crise s'exprime déjà par un chômage monstre qui atteint trois millions d'ouvriers, et un nombre incalculable de faillites.

Et remarquez que le Reich n'a payé en 1925 que 224 millions de *marks de réparations*, et qu'il doit en 1926 s'acquitter d'un million de *marks-or*. Mais les effets du Plan Dawes ne se font pas sentir seulement aux prolétaires. Ils créent d'insurmontables difficultés à la bourgeoisie allemande incapable, en raison de la crise d'écoulement dont souffre le marché mondial, de créer cet excédent exportable permanent dont l'existence conditionne l'application du Plan des Experts.

Ainsi depuis des mois le capitalisme allemand déploie les plus savants efforts pour faire relâcher les chaînes du Plan Dawes.

Il essaie d'atteindre ce but en acquérant une influence internationale avec l'appui de ses « protecteurs » anglo-saxons. Il essaye aussi de concurrencer victorieusement ses rivaux sur le marché mondial en pratiquant une politique de *rationalisation*.

Rationalisation ! Voilà la formule du jour de la bourgeoisie allemande. La rationalisation consiste selon la définition du directeur du Konzern Siemens dans « l'augmentation de la production et la réduction du nombre d'ouvriers ». C'est une politique d'offensive accrue et de servitude aggravée de tous les travailleurs d'Allemagne : Elle devrait aboutir à instaurer de l'autre côté du Rhin la dictature de la grande bourgeoisie et des propriétaires fonciers.

La rationalisation n'est possible que s'il existe au Reichstag un bloc politique bourgeois qui procédera à un certain nombre de violations de la Constitution, que sapera journallement le parlement et qui ouvrira la voie à la dictature militaire.

La nationalisation n'est possible encore que s'il existe hors du Reichstag une force armée capable de mater les prolétaires. Le 12 mai, l'officiel *Amtlicher preussische Pressedienst* donnait des détails sur le complot fomenté contre le régime par les chefs des associations « nationales » et « sportives », l'*Olympia*, le *Werwolf*, le *Wicking*, l'Alliance pangermaniste, la Fédération des Unions patriotiques, la Ligue *Pannenberg*, etc.. Le coup d'Etat, qui devait suivre la chute présumée du cabinet Luther, devait dissoudre le Reichstag, suspendre la Constitution de Weimar, organiser un Directoire dictatorial avec les personnalités en vue du parti national allemand de la *Schwerindustrie*, de la grande propriété foncière.

Et voilà comment, pour mettre à exécution leur programme *rationalisateur*, les industriels en viennent à ne plus compter que sur les baïonnettes du docteur Gessler et des généraux de putsch et d'aventure.

Ils en reviennent aux méthodes de l'époque de Kapp-Lutvitz de 1920-1921.

Mais depuis lors, l'expérience des prolétaires allemands s'est singulièrement enrichie. En 1926, aux attaques désespérées du capitalisme, les ouvriers répondent en dressant leur front rouge. Ils se réveillent de leurs échecs vieux de trois ans déjà. A nouveau ils s'orientent à gauche.

Cette orientation à gauche, cette *radicalisation*, pour employer l'expression consacrée, est bien le fait dominant de la situation allemande. Ce n'est point par hasard qu'en Saxe l'opposition ouvrière s'est manifestée d'une manière si violente dans la social-démocratie, qu'elle ait abouti à scinder le parti. Ce n'est point par hasard non plus que sur l'injonction des ouvriers de gauche la social-démocratie a dû consentir à exclure 23 politiciens de droite.

Le succès de la campagne du referendum demeure, sans contredit, la manifestation la plus claire, la plus démonstrative du réveil des masses allemandes.

Rappelons en quelques lignes les étapes de cette campagne qui, pendant plusieurs mois, a mobilisé toute l'Allemagne militante et dont les répercussions ne vont pas manquer de se faire sentir dans les jours qui viennent.

Depuis la fin de la guerre, les princes allemands déchus n'ont cessé d'intenter aux divers Etats du Reich, au Reich lui-même, de nombreux procès au cours desquels ils émettaient, quant à leurs possessions anciennes, des prétentions les plus saugrenues. Au début de l'année, le *Parti communiste* déposa un projet de loi réclamant la confiscation pure et simple des rois et des roitelets qui conduisirent l'Allemagne à l'abîme. Dans le même temps notre parti lançait dans la masse l'idée d'un referendum populaire pour l'expropriation des princes. Il suffit de connaître quelques chiffres pour comprendre la faveur qu'eut auprès des ouvriers le mot d'ordre communiste. Retenons donc que la République d'Empire verse à titre de rente :

A Guillaume Hohenzollern, à Dorn, 600.000 marks par an; 1.670 marks par jour.

Au grand-duc de Mecklenbourg, 390.000 marks par an; 1.100 marks par jour.

Au duc de Meiningen, 495.000 marks par an; 1.400 marks par jour.

A la grande-duchesse de Weimar, 100.000 marks par an; 280 marks par jour.

A un général retraité, 18.000 marks par an; 50 marks par jour.

A un blessé de guerre, 100 marks par an; 27 pf par jour.

A un chômeur et à sa famille, 750 marks par an; 2 marks 50 pf par jour.

A un chômeur sans famille, 360 marks par an; 1 mark 50 pf par jour.

Le Parti social-démocrate a qui les communistes proposent le front unique le repousse avec mépris. Un comité composé de républicains indépendants, de fascistes, de petits bourgeois, se constitue alors et donne son appui au plébiscite. Il a à sa tête le D^r Kuczinski, le savant bien connu à Paris, animateur de la Ligue allemande des Droits de l'Homme. Le succès de l'initiative communiste est tel que la social-démocratie fait bientôt machine en arrière et par le truchement de la Fédération syndicale entre en contact avec le P. C. Le gouvernement est affolé. Les meetings se multiplient où l'on stigmatise la carence du Cabinet. Il faut bien que le ministre de l'Intérieur se décide à entendre la volonté populaire. Il fixe entre le 4 et le 18 mars le délai légal pendant lequel les listes de pétition en faveur du referendum peuvent être signées.

Le 18 mars, après une campagne ardente, 12 millions de pétitionnaires se déclarent partisans du referendum. Celui-ci est fixé — après combien d'atermolements et de tergiversations — au 20 juin.

D'ici là, pensent les dirigeants du Reich, il sera aisé de trouver un compromis équitable avec les partis politiques. Catholiques du centre et démocrates ne sont pas irréductibles, tant s'en faut. Les républicains modérés sont très modérément républicains. Les social-démocrates, eux aussi, sont de bonne composition et avec eux on peut toujours s'entendre.

Ainsi raisonnait le chancelier Luther. Mais la pression populaire, forçant la volonté des partis de gauche au Reichstag, renverse le chancelier.

Marx lui succède. Lui aussi va chercher un compromis, un premier essai dans ce sens est tenté par les socialistes et les démocrates. Il échoue. Marx, en effet, n'est au gouvernement qu'avec la permission des industriels rhénans. Il lui faut obéir aux populistes, lesquels ne veulent pas se priver du concours des nationalistes.

La droite cependant fait des statistiques. Elle se souvient que le 27 avril, aux élections présidentielles, le bloc populiste, fasciste et nationaliste groupa 14 millions 639.000 voix pour Hindenburg, contre 13.752.000 pour Marx et 1.935.000 pour Thaelman. On essaiera donc de s'assurer les 14 millions de voix qui ont élu le vieux maréchal. M. Von Loebell s'y emploie de son mieux; Hindenburg leur écrit une lettre, véritable affiche de propagande contre le referendum.

Mais une fois de plus on avait compté sans la volonté des masses. Les syndicats chrétiens, nonobstant les sermons des ecclésiastiques contre l'expropriation se déclarent favorables au referendum. Or, ils constituent une partie notable de la clientèle du centre catholique et le représentant de cette fraction doit faire savoir au Reichstag qu'il trouve *regrettable* la démarche d'Hindenburg.

Et les démocrates eux-mêmes, si favorables au fond à l'indemnisation des princes, doivent tenir compte de leurs électeurs.

Sur ces entrefaites, la journée de la Pentecôte Rouge à Berlin, malgré les intimidations fascistes est un véritable triomphe du Parti communiste.

La social-démocratie hésitante, sent monter vers elle la colère des masses. Celles-ci ne se contentent plus des discours antikaiseristes de Philip-Scheidman. Elle exige des actes. Elles poussent au combat des leaders pleutres, les chefs poltrons.

Les opérations du referendum ont eu lieu dans toute l'Allemagne le 20 juin. On en connaît les résultats: sur 39.190.559 électeurs inscrits, 14.441.500 se sont prononcés pour l'expropriation.

S'il avait suffi, par conséquent, de la majorité absolue, le sort des anciens princes serait dès maintenant réglé. Mais les ennemis du referendum avaient pour eux les dispositions de la Constitution de Weimar. Celle-ci exigeait que 20 millions d'Allemands (la moitié des électeurs) se prononcent pour la solution qui faisait l'objet du plébiscite. Ce chiffre n'a pas été atteint. Près de 15 millions pourtant ont répondu oui.

Non contents de l'avantage que leur conférait la loi elle-même, les réactionnaires ont déployé un effort gigantesque pour rallier tous les hésitants à la tactique facile de l'abstention :

Lettre d'Hindenburg, dont nous avons parlé, démission du parti démocrate du docteur Schacht, président de la Reichsbank, prédication de tout le clergé catholique et protestant, menaces d'inscription sur des listes noires des ouvriers et des paysans qui iraient voter, et tout le travail occulte de la *Schwerindustrie* et des financiers allemands. Le parti populiste, le parti des industriels et de M. Stresemann a promis que, si l'expropriation réclamée par le referendum était repoussée, on en reviendrait, non aux indemnités formidables accordées par les tribunaux, 3 milliards de marks-or, soit 25 milliards de francs, mais à un compromis, comme ceux que la coalition des partis de gauche avait repoussés au Reichstag. Le comité du parti du Centre catholique a invité ses adhérents à ne pas voter l'expropriation. Le dernier parti « du milieu », les démocrates, n'a pas eu non plus une attitude ferme: au préreferendum de mars il avait conseillé l'abstention; hier, après une résolution qui flétrissait la « confiscation », il laissait ses adhérents libres. Et nous dirons plus loin la scandaleuse conduite des social-démocrates.

Et malgré tous ces facteurs contraires, plus de 14 millions d'Allemands ont négligé les injonctions du président-maréchal et repoussé les recommandations du Cabinet d'Empire.

C'est la preuve que l'illusion d'une Allemagne — pacifiée sous le signe du dollar et de la livre sterling — est évanouie. Autour du referendum, le communisme et la réaction blanche se sont affrontés avec violence.

La vague populaire aurait certainement balayé tous les obstacles sans le sabotage odieux de la social-démocratie. Dès le début de la campagne, les chefs socialistes, les Herman Muller, les Hilferding, ne cachèrent pas leur répugnance pour la lutte commune avec les communistes. Ils savaient qu'en se développant cette lutte aiguise-rait la combativité des masses.

Ils ont tout fait pour substituer à la formule prolétarienne de l'expropriation celle hypocrite d'un « compromis équitable ». Ils n'ont accepté la lutte qu'à contre-cœur, sous la poussée des ouvriers, mais avec la volonté bien arrêtée de la saboter.

Et voilà pourquoi, bien davantage que les votes émis le 20 juin, l'atmosphère générale de la campagne du referendum a démontré que l'expérience de front unique avait réussi.

Il va falloir la pousser à fond, en vue des batailles de demain.

Pour ces batailles, l'unité ouvrière, déjà si magnifiquement réalisée, est indispensable. Elle se fera sous la conduite du guide que viennent de se donner spontanément les travailleurs du Reich: le Parti communiste.

* * *

Le 14 juin, le Brésil informait de sa démission le secrétariat de la Ligue des Nations.

Aussi, au moment même où les socialistes de la 2^e Internationale chantent l'universalité de la S. D. N., l'organisme de Genève se voit privé du seul grand pays du continent américain (à l'exception du Canada) qui ait collaboré jusqu'ici avec lui.

Les Etats-Unis, on le sait, demeurent hors de la Ligue.

Le Mexique n'y est point entré.

L'Argentine en est sorti, et le retrait brésilien n'est pas de nature à faciliter les efforts que tente désespérément le président argentin, Alvear (contre son prédécesseur et son adversaire Irrigoyen), pour faire réintégrer à son pays le bercail genevois.

Pourquoi cette tendance générale des pays sud-américains à demeurer en dehors de l'institution de Genève, ou à s'en retirer ?

On n'a rien expliqué quand on rappelle le prétexte de la sécession argentine, ou quand, à propos de la démission brésilienne, on évoque la revendication des sièges.

Ce sont là raisons subalternes, motifs de second ordre. La vraie raison est ailleurs. Il la faut chercher dans la politique des Etats-Unis à l'égard des nations sud-américaines. L'affirmation de la doctrine panaméricaine a été et demeure l'une des manifestations essentielles de l'impérialisme américain.

Par la population, la prospérité économique et la force militaire, les Etats-Unis constituent la première puissance du continent

américain. Dès 1823, ils ont déclaré, par la voix de Monroe, que l'Amérique était majeure et que les questions intéressant l'Amérique devaient être traitées entre Américains.

En 1867, mettant en pratique cette théorie, ils interviennent dans le conflit franco-mexicain. En 1898, ils interviennent dans le conflit hispano-cubain. Ils poussent à la création des congrès pan-américains (1).

Ils tendent ainsi à faire des deux Amériques un monde politique homogène, dont ils auraient l'hégémonie.

Mais dans cette formidable entreprise les hommes de Washington devaient se heurter à des concurrents redoutables : les Britanniques.

Dans les chemins de fer des Etats du Sud, dans l'industrie du salpêtre, dans les banques, les placements anglais étaient prépondérants. La monnaie des principaux pays du Sud était étroitement liée à la livre sterling. La navigation britannique occupait le premier rang dans les transports.

C'est à cette puissance gigantesque que se sont attaqués les Etats-Unis. Au Brésil, en Argentine, ils placèrent des capitaux industriels d'abord; puis leurs capitaux pénétrèrent sous toutes les formes; insensiblement le dollar s'appliqua à évincer la livre sterling.

Les capitaux britanniques investis dans ces pays sont aujourd'hui encore supérieurs aux capitaux américains. Mais pour combien de temps? Lorsqu'on considère la participation respective des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne aux importations du Brésil on est frappé des progrès lents des premières (24,5 en 1913, 26,6 en 1923) comparés aux bonds vertigineux des secondes (15,7 en 1913, 22,2 en 1923).

Impossible de rien comprendre à l'attitude du Brésil si l'on ne se rend pas compte de ces facteurs économiques et la dépendance croissante du gouvernement de Rio à l'égard du capital américain.

Le départ du Brésil de la S. D. N. c'est le châtimeut infligé par les Etats-Unis à l'organisme européen, coupable de n'avoir pas donné la place qu'il méritait au lieutenant de Washington.

Quelles seront les conséquences de la démission du Brésil. D'incorrigibles docteurs Tant Mieux, nous assurent que cette démission simplifiera les choses en permettant une entrée facile du Reich à Genève.

C'est mal poser la question.

Le fait est qu'une crise profonde a éclaté dans l'institution genevoise. Cette crise, qui n'est point organique mais politique, est demeurée sans solution. Elle a déjà provoqué une dislocation partielle

(1) Lire Trotsky, *Europe et Amérique*. Voir aussi dans « *Genève-Locarno* », *La composition de la S. D. N.*

de la S. D. N. Or, dans le mécanisme locarnien la S. D. N. représentait un rouage fondamental.

Pour que fût viable le système européen, que concevaient les négociateurs du pacte, il eût fallu que la S. D. N. se renforçât et que le gouvernement du Reich, étouffant son prolétariat, s'embarquât sans murmurer dans la galère antisoviétique.

Nous sommes loin du compte. La Ligue est en débandade et la classe ouvrière allemande salue l'aurore des combats prochains.

Gabriel Péri.



Ce numéro des Cahiers devait contenir un article de PIERRE SEMARD sur le « Congrès de Lille » et une étude de PAUL MARION sur la « situation politique ».

Les camarades retenus à Lille n'ont pu nous remettre leurs articles. Nous les publierons dans le prochain numéro. Ils n'auront rien perdu de leur intérêt.



AU PAYS DU DOLLAR

Le « FORDISME », exploitation hypocrite de la classe ouvrière



La bourgeoisie de tous les Etats capitalistes considère avec crainte, mais aussi avec une admiration envieuse, l'Impérialisme américain. Seul, à l'heure présente, il est prospère. Non seulement, aux Etats-Unis, la production ne cesse de croître et les capitaux de s'accumuler, mais encore la bourgeoisie ne trouve devant elle que des groupements révolutionnaires très faibles : le mouvement ouvrier américain est orienté vers la collaboration des classes, et l'*American Federation of Labor* pose en principe la convergence des intérêts du capital et du travail.

Le contraste entre un pareil état de choses et la situation des impérialismes d'Europe, ébranlés par d'incessantes crises économiques et sociales, a incité certains techniciens et sociologues européens à rechercher s'il était possible de rendre au vieux monde la prospérité et la paix sociale en y introduisant les méthodes en usage aux Etats-Unis.

Autrement dit, l'on commence à constater, dans la bourgeoisie d'Europe, des tentatives pour élaborer une *théorie de la production et des salaires* fondée sur l'expérience américaine.

C'est ainsi que deux ingénieurs anglais, MM. Bertram Austin et Francis Lloyd, ont passé l'Atlantique et, disent-ils eux-mêmes, sont allés « à une époque où les E. U. jouissent d'une prospérité sans exemple dans leur histoire, tandis que la G. B. se débat dans les angoisses d'un marasme industriel également sans précédent... rechercher les causes qui ont permis aux industriels américains de payer des salaires remarquablement élevés à leurs employés tout en abaissant le prix de la production. »

Ces Messieurs sont revenus pleins d'enthousiasme et de zèle. Et ils ont écrit un livre « *Le Secret des hauts salaires* » où ils expriment, à la suite d'indications utiles sur les méthodes américaines, les conclusions les plus fausses et les espoirs les plus injustifiés.

En observant les principes américains, on pourra, paraît-il, payer plus cher les ouvriers, produire davantage, réaliser de plus gros profits; et ils ajoutent : « *L'absence de conflits entraînera la disparition de la propagande socialiste et les dangers des troubles communistes. Le succès de la politique*

générale d'organisation industrielle aux Etats-Unis est une réponse décisive aux doctrines socialistes et bolchévistes. »

En un mot, le capitalisme est sauvé. — Voyons cela.

Les principes les plus importants du « fordisme » (1) sont :

a) L'avancement ne doit être accordé qu'au mérite et à la capacité, en dehors de toute autre considération.

b) *Il est en définitive plus avantageux d'accroître les bénéfices d'une entreprise par la seule augmentation du volume des ventes, en réduisant les prix demandés aux consommateurs, tout en maintenant ou même en améliorant la qualité qu'en essayant de maintenir ou d'élever les prix.*

c) La rapidité de la fabrication nécessite relativement moins de capitaux immobilisés ou liquides (capital d'installation et d'outillage et capital de roulement).

d) *On peut accroître indéfiniment le rendement individuel de la main-d'œuvre en perfectionnant les installations et méthodes permettant d'épargner le temps et le travail humain.*

e) *Il vaut mieux rémunérer la main-d'œuvre par un salaire proportionné au rendement obtenu, sans établir une limite quelconque, que par un salaire fixe.*

Contrairement à l'opinion qui prévaut en Europe, de hauts salaires n'impliquent pas nécessairement des prix de vente élevés. Il est conforme à l'intérêt général que la politique d'organisation industrielle tende à élever les salaires tout en réduisant les prix.

f) On ne saurait trop conseiller aux entreprises concurrentes de procéder à des échanges de vues.

g) La suppression du gaspillage constitue un facteur essentiel de la prospérité nationale.

h) Il est important de consacrer toute l'attention possible au bien-être des employés.

i) Les recherches et les expériences sont d'une importance capitale pour le succès d'une entreprise.

Les principes b, d et e, que nous avons soulignés, sont les plus importants. Avant de les examiner à fond, il est intéressant de citer des exemples concrets de l'application des deux premiers.

Accroissement du rendement de la main-d'œuvre

C'est là avant tout un problème de technique : adoption de machines permettant d'exécuter un travail avec plus de rapidité et de précision, — emploi des dispositifs et appareils permettant de réduire la manutention.

A cet égard, nous relèverons les exemples suivants :

A la centrale électrique de la *River Rouge Plant*, de la compagnie Ford,

(1) Du nom du fabricant d'automobiles HENRY FORD qui, le premier, les appliqua en grand.

un seul homme assure le chargement de chacune des batteries de quatre chaudières produisant une force de 70.000 chevaux-vapeur.

A la *Colt Patent Firearms Manufacturing Co*, un seul homme assure le fonctionnement de huit fraiseuses pour pièces détachées.

A la *Lincoln Motor Co*, un atelier contenant 78 machines-outils est entièrement dirigé par 22 hommes, y compris le personnel de surveillance et d'inspection.

A la *Flat Roch Plant*, de Detroit, on fabrique par jour 14.500 jeux de lampes pour automobiles, avec 570 ouvriers. Le nickelage des réflecteurs est effectué au moyen d'un simple dispositif de transmission se déplaçant au-dessus de réservoirs contenant les différents bains dans lesquels les pièces à nickeler sont successivement immergées. Deux hommes suffisent à surveiller l'ensemble de l'opération électrolytique, etc..., etc...

Gros bénéfices par une large vente à bas prix

La compagnie Ford produit au cours de l'exercice 1908-1909, 10.660 voitures du prix de 950 dollars. En 1924, le même modèle fut produit à 1.993.419 exemplaires du prix de 290 dollars.

Ainsi, il y eut une production deux cents fois plus grande, et bien que le prix de vente fût réduit de 300 p. 100, les bénéfices se sont trouvés considérablement accrus. Pareils résultats proviennent de la diminution des frais généraux par unité produite, de l'achat en gros des matières premières, des perfectionnements techniques dont nous parlions plus haut, etc... La production en série abaisse le prix des objets fabriqués par énormes quantités, et on obtient aussi ce résultat par l'uniformisation des modèles, le choix de quelques types à l'exclusion des autres: c'est ce qu'on appelle la *standardisation*.

C'est ainsi qu'on a pu réduire les différentes variétés de roues de charrettes de 175 à 4 types; les chaînes de 2.044 à 820, les montres de 600 à 80, les papiers de 377 à 56, les briques à paver de 66 à 7, etc.

*
* *

Nous n'avons jusqu'ici envisagé le « fordisme » que sous son aspect technique depuis longtemps connu sous le nom de « système Taylor ». Le « fordisme » n'est une véritable politique de la production et des salaires, et en même temps une politique sociale, que par d'autres côtés essentiels.

L'un des principes du « fordisme », c'est — nous l'avons noté — qu'« il vaut mieux rémunérer la main d'œuvre par un salaire proportionné au rendement obtenu, sans limitation, que par un salaire fixe » : Rien de bien neuf ici, dira-t-on. Afin d'encourager l'ouvrier à produire, l'employeur peut avoir intérêt à utiliser cette méthode; c'est à l'expérience à prouver si elle est judicieuse : et en France, le « travail aux pièces » n'est-il pas — sous une forme grossière et brutale — l'application du principe dont nous parlons ? Attention. Les « fordistes » ont une pensée plus vaste.

Nous lisons dans le livre d'Austin et Lloyd :

« Tout pays peut connaître la prospérité, même s'il est dénué de richesses

naturelles, même s'il dépend entièrement des marchés extérieurs pour son approvisionnement en matières premières, à la seule condition que le prix de revient des objets fabriqués par son industrie soit suffisamment bas. On considère souvent comme une cause importante de la prospérité des Etats-Unis l'ampleur de leur marché intérieur. La vérité est que l'importance de ce marché intérieur est fonction de la prospérité nationale, elle grandit avec elle, car plus s'élève le rapport entre les salaires et les prix des objets de consommation, plus s'accroît le pouvoir d'achat de la population. L'ampleur du marché intérieur américain n'est donc pas une cause de prospérité : elle en serait plutôt même une conséquence. »

Et ailleurs :

« Dans un pays où le rapport du niveau des salaires au niveau des prix reste stationnaire ou décroît, la prospérité est, elle aussi, condamnée à rester stationnaire ou à fléchir. Un accroissement de ce rapport signifie une élévation du niveau général de l'existence populaire. Et toute élévation de ce niveau se traduit aussitôt par un élargissement du marché intérieur dont l'importance ne saurait être sous-estimée. »

Ainsi se fait jour cette idée (on n'ose d'ailleurs pas l'exprimer de façon nette et catégorique) que la prospérité des entreprises industrielles, sur le plan mondial, pourrait être fondée sur un accroissement de la capacité d'achat des consommateurs, résultant des hauts salaires et des hauts traitements.

Mais il est clair que c'est là une pure illusion. Il est inconcevable que le capitalisme écoule ses produits par l'artifice de l'augmentation des salaires et des traitements. Cela signifierait que le capitalisme donne d'une main ce qu'il reçoit de l'autre, qu'il fait travailler pour leur propre compte tous ceux qui directement ou indirectement participent à la production; cela signifierait qu'il réalise pratiquement une des tâches du communisme. La roue impérialiste tournerait à vide.

Que se passe-t-il réellement en Amérique ?

Alors qu'en Grande-Bretagne, de 1920 à 1924, le taux des salaires a seulement suivi le niveau des prix (1), en Amérique on a vu passer l'indice des salaires de 199 à 228, et celui des prix de 226 à 150. Cela veut dire évidemment que les conditions de vie des travailleurs américains se sont considérablement améliorées. Mais 1° l'exploitation au sens marxiste du mot, s'est aggravée; 2° l'amélioration de la situation matérielle des ouvriers est nécessairement temporaire et elle est fondée sur des conditions spéciales à l'Amérique et à sa situation présente.

Il convient ici de nous rappeler quelques notions marxistes sur l'exploitation de la classe ouvrière. Marx nous a montré que la journée d'un travailleur peut être supposée se composer de deux parties : le travail nécessaire et le sur-travail (plus-value).

Soit une entreprise « moyenne » où la journée est de 8 heures. L'ouvrier produit sans répit, pendant 8 heures, des marchandises. Or il lui suffit par exemple de 4 heures pour communiquer aux matières qu'il transforme, une

(1) 1920, indice des salaires : 230; indice des prix : 283.
1924, — 170; — 174.

valeur égale à celle des objets nécessaires à sa subsistance et à celle de sa famille. Ces 4 heures de « travail nécessaire » sont exactement payées par le salaire, les 4 autres sont dérobées à l'ouvrier.

Mais supposons que, grâce à des *perfectionnements techniques* (et c'est précisément ce qui se passe en Amérique) les marchandises soient produites en beaucoup moins de temps. Alors, ce n'est plus en 4 heures mais par exemple en 2 heures, que l'ouvrier réalisera, à l'usine, une valeur égale à celles qu'il consomme en moyenne par jour ! Ainsi, les capitalistes lui voleront non plus 4, mais 6 heures. La plus-value se trouve accrue; l'ouvrier est *plus exploité*, car une portion *moins considérable* de la masse totale des valeurs produites lui revient. Le développement du machinisme, la taylorisation, le « fordisme » accroissent l'exploitation de l'ensemble de la classe ouvrière.

Mais cela ne signifie pas que, — pour un certain temps, — son bien-être ne puisse parallèlement augmenter. Marx écrit dans « *Salaires, prix, profit* » :

« La valeur de la force de travail (le salaire) est formée de deux éléments, l'un purement physique, l'autre historique et social. Sa limite dernière est déterminée par l'élément physique, c'est-à-dire que, pour se conserver et se reproduire, pour perpétuer son existence matérielle, la classe ouvrière doit recevoir les moyens de subsistance absolument indispensables pour vivre et se multiplier. La valeur de ces indispensables moyens de subsistance forme donc l'extrême et dernière limite de la valeur du travail... »

« A côté de cet élément purement physiologique, il en est un autre qui, dans chaque pays, détermine aussi la valeur du travail, c'est le mode de vie traditionnel. Ce n'est point la vie purement physique et matérielle, c'est la satisfaction de certains besoins naissant des conditions sociales où les gens sont placés et ont été élevés. On peut réduire le genre de vie de l'Anglais au genre de vie de l'Irlandais... Cet élément historique ou social, entrant dans la valeur du travail peut s'élargir ou se resserrer, ou entièrement s'évanouir, de sorte qu'il ne reste plus que la limite physiologique... »

La politique présente du capitalisme américain, c'est précisément, par des salaires soi-disant proportionnées à la production, d'utiliser dans un sens favorable cette élasticité de la valeur du travail; en termes concrets, ils accordent aux ouvriers qualifiés des salaires tels qu'ils peuvent se procurer plus de produits ou de jouissances que par le passé. Mais cette élévation du niveau de vie *n'est nullement proportionnée* à l'augmentation de la production grâce au développement technique; l'ouvrier américain produit *beaucoup plus* et gagne *un peu plus* seulement.

Par deux chiffres bruts le livre de nos enthousiastes « fordistes » en donne — naïvement — une preuve : de septembre 1924 à octobre 1925, le total des salaires dans l'industrie américaine s'est accru de 12,6 p. 100, et la production de 24 p. 100. Et encore les travailleurs qualifiés d'Amérique ne jouissent-ils de ces avantages immédiats, que parce que l'impérialisme américain trouve dans l'exploitation sans vergogne des peuples coloniaux et des travailleurs européens une large compensation à ses petits « sacrifices ».

Ainsi donc, le « fordisme » n'est qu'une exploitation renforcée — mais

L'Internationale Communiste

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

A l'époque actuelle de décomposition capitaliste, la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie a dépassé le cadre national pour revêtir un caractère international. Avant la guerre, il n'existait pour ainsi dire pas de mouvement ouvrier international. Les luttes sociales dépassaient rarement les limites nationales à l'intérieur desquelles elles se déroulaient. La II^e Internationale elle-même n'était qu'un amalgame de partis nationaux. Il en résultait que chaque parti était resserré dans ses propres frontières, et se souciait fort peu de ce qui se passait chez les partis voisins.

Les transformations de toutes sortes créées par la guerre ont modifié cet état de choses. La III^e Internationale, héritière des traditions internationalistes de la Première, a fait une réalité du vieux mot d'ordre de Karl Marx: « Prolétaires de tous pays, unissez-vous! » Elle a créé un parti communiste mondial, dont tous les partis nationaux ne sont que des sections, agissant d'une façon unie, coordonnée, dans le cadre international. Il est donc indispensable pour les militants d'être au courant, non seulement des problèmes intéressant le prolétariat de leur pays, mais aussi de ceux qui intéressent le prolétariat des autres pays.

C'est à ce besoin qu'a répondu la création par Lénine, en 1919, à Moscou, d'une revue internationale intitulée: « *L'Internationale Communiste* ». Cette revue fut d'abord publiée en russe, puis en allemand et en français, mais en Russie. C'est seulement à partir du mois de juillet 1922 que l'édition française parut à Paris. Mais, pour des raisons techniques sur lesquelles il est inutile de revenir aujourd'hui, cette édition française paraissait avec un retard considérable sur l'édition russe.

En 1925, on procéda à une réorganisation complète de l'appareil technique, pour permettre à l'édition française de paraître en

même temps que les éditions russe et allemande. C'est chose accomplie depuis longtemps.

Un grand nombre de camarades sont d'avis que *l'Internationale Communiste* fait double emploi avec les *Cahiers du Bolchévisme*. C'est là une profonde erreur. Les *Cahiers du Bolchévisme* sont l'organe théorique du parti français. *L'Internationale Communiste* est l'organe du Comité exécutif de l'Internationale Communiste. Les premiers traitent principalement des problèmes intéressant la classe ouvrière française, tandis que *l'Internationale Communiste* est consacrée à l'étude des problèmes internationaux, dont la connaissance est indispensable à tous ceux qui envisagent les problèmes politiques autrement que sous le cadre étroit de la nation, c'est-à-dire aux militants en général, et surtout à tous ceux qui occupent des postes responsables dans le mouvement ouvrier.

On considère, à tort trop souvent, les problèmes d'ordre international comme ressortissant d'un domaine étranger au domaine des questions d'ordre national, qui sollicitent directement notre activité quotidienne. Mais, à notre époque d'internationalisme, les problèmes nationaux ne s'expliquent que par les problèmes internationaux, dont ils ne sont, en somme, que des cas particuliers. On ne pourra donc les comprendre, et y appliquer notre activité, que si nous savons les envisager et les étudier sous l'angle international. En outre, cette étude nous permettra de compléter notre propre expérience par l'expérience des partis frères et de nous préparer — théoriquement comme pratiquement — aux tâches que posera inévitablement devant nous le développement de l'histoire. Il en résulte qu'un communiste digne de ce nom doit savoir consacrer à ces problèmes toute l'attention qu'ils méritent.

Nous ne saurions donc trop insister sur l'intérêt considérable que présente cette publication. Beaucoup de camarades se plaignent de l'abondance des publications ouvrières et communistes. Mais ces camarades oublient que cette abondance de publications ne fait que refléter l'importance considérable prise depuis la guerre par le mouvement ouvrier dans l'ensemble de la vie politique et sociale moderne. Vouloir réduire la presse ouvrière et communiste à un organe ou deux serait vouloir ramener le mouvement ouvrier lui-même à son stade d'avant-guerre. C'est pure utopie. La solution n'est donc pas dans la suppression des publications nécessitées par le développement du mouvement ouvrier, mais dans leur amélioration progressive, ainsi que dans l'amélioration des méthodes de travail.

A un mouvement ouvrier en voie de croissance continue doit correspondre une presse en voie de développement continu.

C'est pourquoi tous les militants communistes, particulièrement ceux qui occupent des postes responsables (secrétaires régionaux, secrétaires de rayons, de cellules, secrétaires de fractions, etc.) ont le devoir de lire et de répandre autour d'eux *l'Internationale Communiste*, organe théorique central du mouvement communiste mondial.

Prenant en considération les observations des camarades concernant les lourdes dépenses que représente l'achat de toutes les publications du Parti, et malgré le coût élevé de la revue, le Service d'Éditions consent une réduction d'abonnement à tous les adhérents du Parti et de la C. G. T. U.

ABONNEMENT RÉDUIT

(Pour en bénéficier, donner le numéro de la carte du Parti ou de la C. G. T. U.)

3 mois	8 fr. au lieu de 12
6 mois	16 fr. — 24
Un an	32 fr. — 48

Bulletin d'Abonnement

Je soussigné déclare

m'abonner à *l'Internationale Communiste*, pour une durée de

..... au prix de

Ci-inclus le montant de l'abonnement (1).

SIGNATURE:

Adresse

(1) Adresser la correspondance et les fonds au Bureau d'Éditions, 106, rue Lafayette, Paris. — Chèque postal: Calzan 85-418.

Sommaire des quatre derniers numéros

Sommaire du numéro 8

- Lettre d'information du C. C., du P. C., de l'U. R. S. S. sur les décisions du XIV^e Congrès.
 La situation internationale et les perspectives de la lutte de classe en 1926.
- Bennett « L'Indépendant Labour Party » et l'Internationale unique.
 A. Martinov Un signe des temps.
 I. Sorge Le parti allemand et la tactique du front unique.
 G. Smoliansky La stabilisation et la situation de la classe ouvrière.

Sommaire du numéro 9

- D. Manouilsky Avant l'Exécutif élargi.
 A. Varski La IV^e Conférence du P. C. polonais.
 J. Humbert-Droz La situation italienne et les tâches du P. C. I.
 O. Piatnitsky Pour la II^e Conférence d'information des sections de P. C.
 J. Pepper Nouveaux phénomènes du mouvement ouvrier international.
 P. Semard Le congrès socialiste et la situation politique en France.
 G. Valetski Le congrès du P. C. S.
 A. Hansen Un Labour Party en Norvège.
 Kurt Fischer Formation d'une gauche dans le mouvement ouvrier allemand.

Sommaire du numéro 10

Les tâches prochaines de l'I. C.

- J. Pepper Les Etats-Unis et l'Europe Socialiste.
 Ereoli Les bases idéalistes du bordhigisme.
 X. X. La liquidation de l'extrême-gauche dans le P.C.A.
 A. Bernard La crise de la petite bourgeoisie et l'hégémonie du prolétariat.
 P. Semard Dangers et provocations de droite en France.
 G. Monmousseau Le problème des syndicats et du parti en France.

Discours prononcés aux commissions de l'Exécutif élargi

- Discours de Zinoviev à la Commission française.
 Discours de Boukharine à la Commission allemande.
 Discours de Staline à la Commission allemande.

BIBLIOGRAPHIE

- G. Valetski Félix KOHN: Sous le drapeau de la Révolution; le « Prolétariat ».

Sommaire du numéro 11

- V. Voitinsky La situation en Chine.
 D. Manouilsky Du menchévisme à rebours et du fascisme.
 A. Martinov Les problèmes de la Révolution en Roumanie.
 Ereoli Les bases sociales du fascisme.
 G. Lestchinski Les tâches prochaines du parti polonais.

BIBLIOGRAPHIE

- G. Valetski E. VARGA: Les partis social-démocrates.
 R. Souter Un peu de théorie pour la lutte quotidienne.
 A. Dobrodjanou-Cherei P. GELD: En Roumanie.
 P. Kitaigorodsky C. BYWATER: The Great Pacific War.
 P. K. A. BURNETT-HURST: Labour and Housing in Bombay.

hypocrite — de la classe ouvrière américaine appuyée d'une exploitation brutale des travailleurs des autres pays. Son objectif social est de créer l'illusion d'une solidarité d'intérêts entre le capital et le travail.

Mais il est évident que les travailleurs américains, qui n'analysent pas le mécanisme de l'économie, trouvent le système avantageux. « Le mouvement ouvrier américain donne le spectacle de l'opportunisme le plus caractérisé. » Et, diront... certains, que nous importe, à nous ouvriers, d'être plus exploités en tant que classe, si nos conditions de vie s'améliorent néanmoins progressivement ».

C'est ici que craque tout l'édifice du « fordisme ». La situation favorable des travailleurs américains ne peut être que temporaire. Nous avons indiqué qu'il n'est pas possible au capitalisme de vivre « sur lui-même » et d'écouler ses produits par l'artifice de l'augmentation des salaires entraînant un accroissement de la demande de produits. Contraint par la concurrence, par l'accumulation même de ses profits, le capitalisme a besoin de marchés de plus en plus vastes; il est forcé à une politique de production à outrance, et les trusts nationaux qui se forment n'ont d'autre résultat, comme l'a démontré Lénine, que de transporter dans le domaine international la concurrence qu'ils ont en partie limitée à l'intérieur de leurs Etats respectifs.

L'impérialisme américain, par sa politique même de superproduction, est plus que tous les autres contraint à l'expansion. La thèse de l'Exécutif élargi de février 1926 indique :

« Au moyen de l'exportation de leurs capitaux, les Etats-Unis se frayent une voie dans toutes les parties du monde, y compris l'Europe qui tombe sous la dépendance de plus en plus grande du capital américain.

« L'exportation de capitaux se fait sous la forme d'une sur-exportation de marchandises : le commerce extérieur des Etats-Unis s'accroît rapidement, tandis que celui des principaux pays d'Europe est encore bien au-dessous du niveau d'avant-guerre. Evidemment, cet essor du capitalisme américain ne s'accomplit pas sans à-coups : il y a déjà actuellement des crises partielles (industrie minière, du textile, du vêtement). Des crises économiques de caractère général ne manqueront pas.

« Le commerce extérieur des Etats-Unis progresse (en 1925 il augmenta de 34 p. 100, alors que celui de l'Allemagne a diminué de 47 p. 100, celui de l'Angleterre de 5,5 p. 100, celui de la Belgique de 34 p. 100, etc... 80 p. 100 du commerce extérieur du Canada se fait avec les Etats-Unis. »

Ainsi, le « fordisme » aggrave formidablement la concurrence internationale — pacifique et militaire — et prépare de terribles conflits. Ces conflits correspondent à une diminution générale des profits de l'impérialisme américain, qui sera contraint de « se rattraper » en réduisant le niveau de vie de ses travailleurs. D'ailleurs toutes circonstances internationales réduisant les possibilités d'exportation des Etats-Unis contribuent à saturer leur marché intérieur, donc à aggraver la concurrence entre les entreprises américaines dans les limites mêmes des Etats-Unis, donc à comprimer les fameux « hauts salaires ». Le fordisme est historiquement condamné. A son déclin correspondra un renforcement rapide du mouvement révolutionnaire.

Le fordisme correspond à une période « favorable » du développement de l'impérialisme américain, et ne saurait aucunement devenir une politique mondiale de la production et des salaires.

MM. Bertram Austin et W. Francis Lloyd, au fond, doivent bien s'en douter. Mais le souci de sauver leur classes, leur « patrie » les a poussés à conseiller la politique économique et sociale du fordisme à la bourgeoisie anglaise. Ils espèrent accroître la capacité de concurrence de l'impérialisme britannique. Leurs conseils seront peut-être suivis. Mais la chute de l'impérialisme mondial n'en sera que hâtée: l'impérialisme fordiste américain ne saurait avoir de pire ennemi que l'impérialisme fordiste anglais. La bourgeoisie mondiale que défendent MM. Austin et Lloyd est condamnée, et tout leur zèle, tous leurs efforts pour la sauver, ne font que hâter le moment de sa perte.

F. Fontenay.



Les Banques ouvrières aux États-Unis

auxiliaires du Capitalisme



Depuis 1920 s'est constitué, aux États-Unis, un certain nombre de banques ouvrières.

Vers la fin de 1924, on pouvait trouver une trentaine de banques syndicales avec plus de 7 millions de dollars de capital et 75 millions de dollars de dépôts.

La *Brotherhood of Locomotiv Engineers* dirige ou contrôle actuellement une quinzaine de banques dont les ressources dépassent 126 millions de dollars.

Deux tiers de ces banques ont été fondés depuis 1923 et la moitié doivent leur existence aux unions de cheminots.

Ces banques ont été créées par des organisations syndicales dans des conditions différentes.

Les uns ont été instituées et sont contrôlées par une seule organisation ouvrière. Elles fonctionnent au profit de cette même organisation.

D'autres furent constituées par un groupe de syndicats d'une industrie.

Enfin, d'autres banques furent organisées par les divers syndicats d'une même localité.

Il est moins question, dans cet article, d'examiner le fonctionnement et le rendement technique de ces banques que d'en examiner les conséquences sociales.

Nous pouvons constater que ces banques ont atteint une rapide progression. Cela tient d'abord au fait que la situation économique des États-Unis était particulièrement propice au développement de ces organismes, et ensuite parce que le capitalisme entendait s'en servir pour affaiblir l'idée de la lutte de classe chez les travailleurs.

L'industrie américaine a bénéficié, pendant et après la guerre, d'avantages exceptionnels. Elle dispose de matières premières d'un faible prix de revient. La pénurie de la main-d'œuvre a d'autant plus incité la grande industrie à améliorer et perfectionner son outillage que l'ampleur du marché permet la fabrication en série pour des quantités considérables.

Un exemple : le fabricant d'automobiles Ford a atteint la production de 7.000 voitures par jour. Pour l'année 1923, il est sorti de ses usines 2.200.000 automobiles. L'utilisation d'un nombre aussi considérable de voitures est facilitée par le prix extrêmement modique de l'essence qui ne coûte, au prix de détail, que quelques centimes le litre.

L'impôt sur les autos est très faible. D'ailleurs, dans l'ensemble, les charges fiscales sur le contribuable sont très minimes.

Cette situation a permis aux ouvriers américains qualifiés de s'assurer des conditions de salaire privilégiées, si on les compare aux salaires payés en Europe.

Actuellement, *en tenant compte des différences du change et du prix de la vie*, un ouvrier mécanicien américain gagne le double d'un ouvrier français de même catégorie.

Ceci a permis la constitution d'une aristocratie ouvrière qui peut, sans se restreindre sur ses besoins, épargner dans l'ensemble des sommes considérables.

Le montant des dépôts effectués dans les caisses d'épargne du pays a doublé au cours des sept dernières années. Il s'est accru de 100 millions de dollars par an. Il atteint, à l'heure actuelle, 1 milliard 400 millions de dollars.

Le président de la *Federation Bank* de New-York estime que le montant total des salaires des ouvriers et employés américains représente 50 milliards de dollars par an, dont, sous des formes diverses, 6 à 7 milliards sont thésaurisés.

Pour indiquer l'aisance de certaines catégories d'ouvriers, un questionnaire envoyé aux membres de la « Brotherhood » (syndicat de mécaniciens de locomotives) montre que 82 p. 100 sont propriétaires de leurs maisons, que 68 p. 100 ont des autos et 64 p. 100 ont des enfants dans les collèges (1).

Si cette situation privilégiée a facilité le développement extraordinaire des banques ouvrières, elle a été utilisée par le capitalisme pour l'affaiblissement de la capacité de lutte du prolétariat d'après un plan dont la réalisation a été méthodiquement poursuivie.

D'une part, la grande industrie accordait plus facilement des hauts salaires dans les usines employant des non-syndiqués, et favorisait la constitution de comités d'usines destinés à collaborer avec la direction dans la recherche de la limitation du gaspillage pour obtenir le rendement maximum.

Elle favorisait aussi l'actionnariat ouvrier dans le même esprit.

D'autre part, elle s'efforçait d'engager les dirigeants des syndicats ouvriers vers une collaboration sans cesse plus étroite avec la direction des entreprises.

Cette double action avait pour but d'affaiblir numériquement les organisations syndicales et d'annihiler leur capacité de lutte ensuite.

Les banques ouvrières ont, pour leur part, contribué à accentuer la déformation de l'idéologie des organisations syndicales dans les corporations les plus favorisées.

Les syndicats ouvriers, dirigeant des banques, se sont orientés davantage dans la recherche du rendement maximum des capitaux, plutôt que dans la lutte pour améliorer encore les conditions de travail de leurs adhérents.

Ces banques ouvrières placent, en effet, leurs capitaux dans des entreprises privées. Elles contrôlent des usines. Il arrive que les travailleurs employés dans ces entreprises ou ces usines sont plus mal traités que dans celles dirigées par les capitalistes. Certaines banques ouvrières se dressent même contre l'organisation syndicale.

Le syndicat des comptables et des sténographes de New-York ayant essayé d'organiser les employés des banques ouvrières, reçut le plus mauvais accueil et échoua dans sa tentative. Le président de ce syndicat déclara qu'il

(1) *Revue des Etudes coopératives*, septembre 1925, G. LÉVY.

lui avait été infiniment plus facile de négocier avec les dirigeants des banques capitalistes.

On trouve encore l'affirmation de cette hostilité au syndicat dans la *Journée industrielle* du 24 mai, qui dit ceci :

« Il est arrivé que des banques ouvrières se sont trouvées en conflit avec leurs employés ou avec les ouvriers d'entreprises contrôlées par elles, et l'on a vu ainsi les dirigeants d'une de ces banques prétendre qu'il y avait lieu de diminuer les salaires payés aux ouvriers d'une houillère, alors que ces taux de salaires résultaient d'une convention collective conclue entre un groupement patronal et un syndicat de mineurs. »

On comprend bien, dans ces conditions, que les capitalistes américains ont vu d'un œil favorable cette collaboration des délégués des syndicats, absorbés par la recherche du meilleur rendement des capitaux.

Le directeur de la Banque de la Fédération du Travail de l'Etat de New-York reconnaît que :

« Les industriels ont pensé que les ouvriers en s'initiant aux méthodes et aux difficultés des entreprises capitalistes seraient mieux à même de se rendre compte des obstacles rencontrés par leurs patrons et deviendraient en quelque sorte des employeurs. »

Cet encouragement des financiers et industriels américains est tel que Brady, le président de la *Fédération Bank*, déclare : « qu'un nombre important de militants syndicaux ont été élus directeurs et membres de conseils d'administration d'autres banques » (établissements financiers privés).

Les leaders syndicalistes déclarent dans leurs journaux que les banques ouvrières sont un instrument pour l'établissement de relations amicales entre le Travail et le Capital.

Mieux encore — si l'on peut dire.

Un socialiste américain a écrit dans la *Revue de l'Internationale d'Amsterdam* :

« Les banques ouvrières prouvent que les affaires bancaires ne sont pas le monopole du capitalisme privé. Elles montrent quelles capacités sont recelées par le prolétariat : elles relèvent son moral et renforcent ses aspirations au droit d'avoir une voix décisive dans la production. »

Il suffit, pour démontrer toute l'illusion d'un tel rêve de prendre les indications recueillies par le *Railway Labour Board*, établissant que les chemins de fer sont dirigés par un groupe de 12 banques, trusts et compagnies d'assurance de New-York, sous la conduite de la Maison Morgan et C^o. Cette maison dirige au moins 50 institutions financières; Morgan et les financiers qui lui sont associés dirigent au moins 24 compagnies minières et chemins de fer miniers. Le même groupe est représenté dans 20 des principales compagnies de matériel de chemins de fer.

On comprend dans ces conditions tout ce qu'il y a de chimérique dans l'intention d'avoir « une voix décisive dans la production » en régime capitaliste.

Si, pour obtenir un meilleur rendement dans la production, les capitalistes américains engagent les leaders syndicalistes à prendre des responsabilités dans la direction de la production, par contre, ils ne tiennent pas du tout à ce que les ouvriers observent un contrôle efficace.

C'est ainsi qu'ils favorisent par l'intermédiaire des banques ouvrières : « la tendance croissante des travailleurs américains à placer leurs économies

dans les entreprises capitalistes, souvent dans les établissements dans lesquels ils sont employés.»

La Journée Industrielle nous informe que :

« Les employeurs ont été inspirés, semble-t-il, par le souci de renforcer la situation de leurs entreprises devant l'opinion publique, en multipliant le nombre de leurs possesseurs par le désir d'inculquer aux ouvriers un sentiment de responsabilité à l'égard de la propriété, d'encourager l'épargne et aussi, dans certains cas, de stabiliser la main-d'œuvre. »

L'intention des industriels est ainsi clairement exprimée. Voici maintenant les premiers résultats :

Dans les entreprises privées où l'actionariat ouvrier est pratiqué, la prospérité extraordinaire des affaires a, en général, augmenté dans une forte proportion la valeur des actions. Enfin, « presque tous les systèmes d'actionariat ouvrier sont combinés de telle sorte que les travailleurs possédant des titres industriels ne puissent assurer le contrôle effectif des entreprises; à cet effet, les titres revêtent généralement la forme d'obligations ou d'actions ne comportant pas de droit de vote ».

Et voilà, les ouvriers produisent davantage sans avoir le moindre contrôle effectif. Plus loin, on ajoute que « l'actionariat ouvrier aux États-Unis a contribué à diminuer le nombre des grèves et à réduire l'agitation ouvrière ».

On ne peut mieux établir que la collaboration financière de l'aristocratie ouvrière avec l'industrie américaine est une nouvelle forme de l'exploitation renforcée du capital sur le travail.

La création de conseils d'entreprises procède de la même intention. On trouve dans la *Revue Internationale du Travail* (1) cette information :

« Il est indubitable que l'un des principaux mobiles qui poussent à l'institution des conseils d'entreprises est le désir d'enrayer le développement du syndicalisme. »

Certains employeurs ont invoqué l'argument que les salaires avaient augmenté dans les entreprises n'occupant pas de syndiqués, et ceci afin de combattre les organisations ouvrières.

Dans certains cas, ils n'ont consenti à maintenir les salaires qu'à la condition que le personnel ne soit pas syndiqué. On comprend, dans ces conditions, les raisons du succès des conseils d'entreprises. En 1919, 225 conseils existaient, représentant 391.400 personnes.

En 1924, il y avait 814 conseils d'entreprises, et le nombre total des travailleurs intéressés par eux s'élevait à 1.177.037.

Grâce aux divers moyens employés, ils ont réussi à décroître la résistance de leurs ouvriers à l'affiliation syndicale.

Beaucoup de changements dans les rapports des industriels avec leur personnel « ont été amenés partiellement, sinon entièrement par le souci d'enrayer le développement du syndicalisme et quelques-uns d'entre eux ont directement porté atteinte à l'activité ou à l'avenir des organisations ouvrières » (2).

(1) Décembre 1925. Hubert Feis, professeur d'économie politique à l'Université de Cincinnati.

(2) *Revue Internationale du Travail*, avril 1926.

Ainsi, la tentative du capital d'affaiblir les syndicats ouvriers est si claire, qu'elle devrait inciter ceux-ci à se dresser contre de telles manœuvres et prévoir les conséquences qu'elle peut entraîner pour la classe ouvrière dans une période de crise économique.

Il semblerait logique que, dans ces conditions, les syndicats délaissent la voie de la collaboration de classe.

Ils y sont au contraire engagés plus que jamais.

W. Green, le successeur de Gompers, prétend parler en homme pratique. *Il ne condamne point le système capitaliste, il prétend seulement l'améliorer.*

Le public, dit-il, n'attend pas de transformation radicale; ce qu'il veut, c'est une coopération plus effective entre les trois grands facteurs de l'industrie: le capital, le travail et la direction (1).

La tentative d'affaiblir les organisations syndicales tout en collaborant avec elles, ne change donc pas l'esprit de leurs dirigeants devenus maintenant partisans du taylorisme.

Ces efforts et ces tendances du Grand Capital ont déjà eu pour conséquence un déclin de la puissance syndicale depuis 1920.

Au cours de cette période, l'effectif de la Fédération Américaine du Travail est tombé, en effet, de plus de 4 millions de membres, à moins de 3 millions (2); exactement, en 1920: 4.078.740 adhérents; en 1925: 2.878.297.

Devant ces chiffres, on saisit toute la gravité de la pratique de la collaboration de classe.

Il est bien évident que, dans ces conditions, les banques ouvrières jouent pour leur part un rôle qui sera néfaste, non seulement aux américains, mais aux travailleurs des autres pays.

Il faut dire, d'ailleurs, que l'appât du dividende, lorsqu'il s'est emparé de l'élite ouvrière, la rend aussi féroce que tout capitaliste.

Il reste aux États-Unis de nombreuses catégories de travailleurs qui ne peuvent atteindre les facilités d'existence indiquées ci-dessus, car les hauts salaires ne sont accordés que pour un rendement intense qui ne peut être obtenu que par des hommes jeunes et bien portants.

Ainsi, l'élite ouvrière actuelle n'obtient ses facilités d'existence qu'en accablant les catégories de travailleurs moins favorisés.

Malgré tout, ces facilités ne peuvent avoir qu'un caractère provisoire. Voici que le journal *Le Temps* du 6 juin annonce une crise économique aux États-Unis. L'industrie sidérurgique travaille actuellement à un taux inférieur à 80 p. 100 de sa capacité de production, et quelques hauts fourneaux ont été éteints.

Il y a également malaise dans les industries textiles, 80 p. 100 environ des filatures travaillant dans le coton américain sont dans une situation plus ou moins mauvaise, et 20 p. 100 seulement jouissent d'une situation raisonnablement satisfaisante. Un congrès comprenant 120 grands fabricants de cotonnades a décidé de procéder à une sérieuse réduction de la production.

Ainsi, comme perspective, l'ouvrier américain a devant lui le chômage.

Comment les organisations syndicales affaiblies pourront-elles réagir ?

Les ouvriers habitués à ne penser qu'à leur intérêt individuel, au maxi-

(1) *Revue Internationale du Travail*, décembre 1925.

(2) *Ibid.*, décembre 1925.

mum de salaire pour le maximum de production, se trouvent opposés les uns aux autres, suivant qu'ils sont plus habiles ou moins bien doués.

Les banques ouvrières elles-mêmes, qui n'ont été, en fait, qu'un instrument dans la politique du grand capital pendant une période de prospérité économique, ne continueront-elles pas à affaiblir l'action syndicale au cours de la crise ?

Il apparaît ainsi nettement, au seuil de cette crise, qu'en définitive les banques ouvrières auront favorisé l'aristocratie ouvrière au détriment de l'ensemble du prolétariat américain.

Mais ce n'est pas seulement au détriment des travailleurs américains que cet effort de production intensif est accompli. La concurrence des produits américains sur le marché mondial crée aussi la misère pour les travailleurs des autres pays.

Enfin, cette concurrence engendre l'impérialisme, pour la recherche des débouchés nécessaires à la surproduction, impérialisme qui rend les guerres inévitables.

Voilà les conséquences néfastes de la collaboration des classes, qui permet momentanément en Amérique la vie facile à l'élite ouvrière, en piétinant l'intérêt de classe des travailleurs du monde entier.

Un tel renoncement de la défense des intérêts des exploités constitue un danger redoutable.

En Allemagne et en Autriche, certains syndicats se sont également orientés dans la même voie. Ils ont créé des banques ouvrières animées du même esprit que les banques américaines.

Il est donc indispensable de préparer une propagande sérieuse pour dénoncer devant les travailleurs abusés par l'illusion réformiste, le danger de la collaboration de classe.

L'aristocratie ouvrière bénéficie provisoirement des avantages de la collaboration se trouve transformée en chien de garde du grand capital.

La création de banque ouvrière qui peut conduire à de tels résultats doit être énergiquement condamnée et combattue par tous les militants avec le maximum d'efforts.

Une banque ouvrière ne peut être utile au prolétariat que dans la mesure où elle reste sous le contrôle efficace des organisations ouvrières révolutionnaires et où elle contribue à renforcer l'esprit de lutte de classe.

En Russie, sous la direction et le contrôle permanent des ouvriers, le capital contribue à édifier une société où l'homme ne sera plus un loup pour l'homme, en améliorant constamment la situation de l'ensemble des travailleurs.

Dans ce pays, où les banques sont au service du prolétariat, les vieux ouvriers ont droit à des maisons de repos et leurs enfants au maximum d'instruction.

Les bénéfices des grandes entreprises ne sont pas destinés à développer la richesse individuelle et, par conséquent, l'égoïsme, mais au contraire à créer des richesses collectives.

Ce n'est qu'à la condition qu'elle oriente ses efforts dans le même sens, qu'une banque ouvrière doit gagner la confiance des travailleurs.

C'est aussi dans cette voie qu'elle leur rendra le maximum de services.

Georges Marrane.

LA BAISSÉ DU FRANC

== C'est la guerre qui se paie ==



La bourgeoisie gouvernementale, républicaine et réactionnaire, s'affole et s'énerve sur la question du franc.

On parle de limiter, comme au cours de la guerre, la consommation. Le ministre actuel des Finances (1) prépare des projets. L'heure des sottises est proche.

N'est-ce pas le moment, pour le Parti communiste, d'opposer à cette nervosité et à cet affolement un peu de méthode et de se demander si la stabilisation du franc est actuellement possible.

A cette question, nous répondons sans hésiter: non.

* * *

Remontons à la cause de la chute du franc. Cette cause est-elle d'ordre accidentel, ou bien d'ordre essentiel et profond?

La Société des Banques Suisses a prononcé que cette chute était le résultat de la politique du Cartel. Pauvre Cartel, il a décidément mauvaise presse! Voici une esquisse de son activité: « Prohibitions de toutes sortes à l'importation comme à l'exportation, réglementations draconiennes, surveillances quotidiennes de tous les citoyens dans leur vie privée comme dans leurs affaires, en un mot, vexations de toutes sortes ». Et quel est le mémorialiste, le Saint-Simon, qui a porté cette condamnation véhémente? C'est un baron. C'est M. Edouard de Rothschild, après son rapport du 20 avril à l'assemblée des actionnaires de la Compagnie des Chemins de fer du Nord (*Temps* du 11 mai).

C'est surtout au cours de l'année 1925 que l'influence du Cartel se serait fait sentir. Parcourons les rapports de la Banque de France. En vertu de sa convention avec l'Etat, du 11 novembre 1911 (remarquez bien cette date: les « hautes sphères » acceptaient déjà la guerre future), convention confirmée par la loi du 5 août 1914, la Banque aurait le pouvoir d'élever l'émission des billets jusqu'au chiffre de 12 milliards, et ses avances à l'Etat jusqu'à celui de 2 milliards et 900 millions de francs.

(1) Cet article a été écrit avant la chute du dernier ministère Briand. C'est de M. Raoul Péret et non de l'actuel ministre des Finances, M. Caillaux qu'il est question ici. — N. D. L. R.

Faisons un bond: arrivons d'un saut jusqu'au commencement de l'année 1925, où règne le Cartel. La limite légale des émissions de billets est de 45 milliards. Celle des avances à l'Etat est de 26 milliards. Franchissons encore douze mois: nous voici à la fin de l'année 1925. La limite légale, le plafond de l'émission des billets, a été portée à 58 milliards et celle des avances à l'Etat à 39 milliards 500 millions. A la fin de ladite année 1925, les avances à l'Etat n'atteignaient en fait que 35 milliards 950 millions, mais au 7 janvier 1926, elles étaient à 38 milliards 500 millions.

Et l'économiste de la Russie des Soviets, Varga, nous explique, dans la *Correspondance Internationale* du 28 mai 1926, page 749: « En l'espace de 11 mois, le Trésor devait payer 9 milliards de bons. En outre, les bons à court terme ont augmenté aux dépens des bons à long terme. La dette est devenue encore plus flottante ».

Je n'ai pas le temps, dans cet article, qui n'est qu'un rapide coup d'œil d'ensemble, d'expliquer ici ce qu'il faut entendre par le Trésor et par certaines opérations de Trésorerie. Que ceux de nos lecteurs qui s'occupent spécialement de ces questions me permettent de leur signaler les très curieuses et très peu rassurantes révélations que firent à ce sujet, le 20 janvier 1926, aux Sociétés Savantes, MM. Antonelli et Georges Bonnet: ils les trouveront dans les *Cahiers des Droits de l'Homme* du 10 avril. Je les résumerai d'un mot en disant, d'après ces deux messieurs, qui s'y connaissent, que cette personne morale et fictive qu'est le Trésor se conduit comme un banquier en péril de banqueroute, et que lorsque le plafond des avances de la Banque de France risque d'être atteint et crevé, il a recours à des banques parisiennes qui se font escompter par la Banque de France les bons du Trésor qu'elles ont la complaisance d'accepter.

Ces escomptes, faits par la Banque de France, sont portés non pas au compte de l'Etat, mais à celui de ces banques trop serviables. Et le tour est joué: le plafond des avances n'a pas été crevé, ainsi qu'il le fut, maladroitement, par M. Herriot, qui succomba, comme ministre, des suites de ce saut périlleux. Mais, sans que le public s'en doute, la valeur du franc-papier a reçu un nouveau coup, et un coup grave. Dans une récente séance de la Chambre, le député socialiste Auriol, dont l'intervention fut assez énergique, disait que quelques banques parisiennes étaient créancières de l'Etat pour un total de quelque 20 milliards de dettes flottantes: il est clair que ces banques tiennent littéralement le ministère entre leurs mains, ou, si vous voulez, entre leurs griffes. Ce fut, on s'en souvient, pour une histoire de ce genre, que le « grand ministère financier » de M. Painlevé s'effondra. (Mais M. Painlevé se releva ministre de la Guerre, et put soigner, bien mieux que le légendaire financier Gaston Bruyant, le moral de l'armée.) De son côté, M. Raoul Péret faisait connaître, le 3 juin, à la Commission des Finances de la Chambre, que le montant total des bons déposés à fin de remboursement en vue de l'échéance du 20 mai 1926, s'élevait à 3 milliards 160 millions. Le Trésor n'a eu à décaisser qu'un milliard environ: « Ce résultat satisfaisant, dit le communiqué officieux, a été atteint principalement grâce à la souscription, jusqu'à concurrence de 1 milliard 11 millions, de Bons de la Défense Nationale à jouissance anticipée ».

Le Temps nous dit, d'autre part (5 juin, page 1, colonne 3) que pour « la fameuse échéance du 20 mai, cette suite des imprudences financières du Bloc National », 6 milliards 180 millions étaient à rembourser.

« A peine si le Trésor a dû faire face à 1 milliard d'exigences ». C'est bien: mais comment s'en est-il tiré pour les 5 milliards 180 millions restant? Il n'a pu y réussir que par ces artifices qu'ont dénoncés MM. Antonelli et Georges Bonnet. Est-ce de la finance, cela, ou de la supercherie? Est-ce comme cela que ces Messieurs se flattent de stabiliser le franc? N'ont-ils pas d'autres moyens, des moyens cachés, des moyens fascistes?

*
* *

« Confiance! ayez confiance », s'écrient M. Bokanowski et les autres tenants du Bloc National. « Ayez confiance », répète M. Aristide Pottier dans sa conférence à la Société d'Economie Politique (*Temps* du 6 juin 1926, page 1, colonne 3). Gare à vous si vous n'avez pas confiance, dit la curieuse affiche aux cinq jeunes filles de la Contribution volontaire. Et cette affiche officieuse a le toupet de reproduire ce passage de l'ordre du jour Joffre-Galliéni du 6 septembre 1914: « Dans les circonstances actuelles, *nulle défaillance ne peut être tolérée* ». Ces paroles s'appliquent bien, n'est-il pas vrai, à une *contribution facultative*? Mais en fait de contradictions intimes, le système capitaliste, gonflé et fourbu, n'en est pas à cela près.

*
* *

Le Parti communiste, qui prétend non pas sauver mais détruire le capitalisme pour édifier un ordre politique et économique nouveau, apporte ici un tout autre mot d'ordre.

Ce mot d'ordre c'est: « Contrôle! » « contrôle ouvrier et paysan ».

Au point de vue historique, le Cartel ne créa point notre maladie financière. Mais sans établir le moindre parallèle entre le Compte rendu de Necker et l'Inventaire de M. Clémentel, on peut dire qu'il commença à la révéler au grand public.

Depuis lors, l'idée a fait son chemin.

De plus en plus nombreux sont en France les gens qui comprennent que la chute du franc, c'est l'effet direct et légitime de la guerre. Rien de plus normal que cette chute. Ceci seul est anormal, que le grand public ait mis aussi longtemps à s'en apercevoir. Mais c'est amplement explicable par le long règne de la censure, et par le règne qui dure encore et toujours du mensonge gouvernemental.

Stabiliser le franc dès maintenant? Faire, comme le demandait en 1921 M. Jacques Arthuys, une banqueroute *limitée*, et la maintenir à sa *limite légale*, quelle monstrueuse chimère! M. Blum lui-même n'y croit pas: voyez la lettre à son « cher Herriot » d'avril 1925: sans doute, il esquisse un programme d'assainissement du franc, mais, vers la fin de cet opuscule, il glisse en douceur une réserve qui en dit long: il serait bon, dit-il, d'obtenir de la Société des Nations, par la procédure usuelle (oui! parlons-en, elle est efficace!) une législation internationale contre les fraudes fiscales et les évasions de capitaux.

En effet, c'est une question non seulement nationale, mais encore internationale.

Cette vérité, et toutes les autres vérités connexes, d'ordre politique, économique et diplomatique (la nécessité de la révision du Traité de Versailles, y compris ses dépendances, y compris le plan Dawes), le Parti communiste ne les ignore pas.

Et, d'autre part, il est seul qualifié pour les enseigner au public.

Non, la stabilisation du franc n'est pas possible *actuellement*.

Non, il n'est pas possible de remédier au mal fiscal et financier présents autrement que par des mesures et des moyens profondément révolutionnaires.

Disons donc au pays: « Vous avez à choisir entre une révolution « rationnelle et profondément bienfaisante, et le fascisme. Mais le fascisme, nous n'en voulons pas, le prolétariat n'en veut pas. Le peuple « non plus, ni la partie saine de la petite et moyenne bourgeoisie. Venez « donc hardiment, et avec réflexion, aux solutions communistes: il n'y « en a pas d'autres ».

Émile Chauvelon.



VIE DU PARTI

Sur le problème rifain

Lorsque la France s'en prit ouvertement au Rif, le Parti communiste français, qui n'avait aucune connaissance du mouvement colonial en général et du mouvement rifain en particulier, commit de lourdes fautes dans la politique qu'il suivit, et ceci malgré les avertissements de certains camarades, auxquels d'ailleurs la presse de discussion était systématiquement interdite. C'est ainsi que les observations que je formule ici ont déjà été formulées dans des textes communiqués au Parti dès le début de la guerre.

Les principales fautes que l'on peut reprocher au Parti sont:

- 1° D'avoir inconsidérément soutenu un chef féodal, qui vient d'ailleurs de trahir son peuple;
- 2° D'avoir annoncé comme imminent ce conflit européen au sujet de la question marocaine alors que rien ne permettait de proférer un tel jugement;
- 3° D'avoir saboté le front unique par une attitude extrémiste.

Et dans ces trois motifs nous voyons une déviation de droite dans le premier, une déviation gauchiste dans le troisième; la conclusion, c'est évidemment que le Parti manquait de direction tout court et voguait à l'aventure.

En ce qui concerne cet abd-el-krimisme qui, dès son origine, fut énergiquement combattu par un groupe de camarades de l'opposition, l'erreur du Parti fut une erreur qui provient d'une méconnaissance des questions nationales aux colonies.

En effet, la direction s'est efforcée de séparer en toutes circonstances, le mouvement d'émancipation nationale du mouvement d'émancipation sociale; elle s'est efforcée d'établir que les colonies devaient inéluctablement passer par le stade national et que ce stade ne pouvait être que l'œuvre d'une bourgeoisie locale.

Il est puéril de soutenir que l'émancipation nationale d'abord est nécessaire, et on ne saurait, en effet, imaginer une société communiste dans un pays occupé militairement et économiquement par un impérialisme, mais ce qui est faux, c'est de soutenir que l'émancipation nationale ne peut être que l'œuvre d'une initiative bourgeoise.

En effet, comme je l'ai démontré dans une thèse qui s'est vu refuser toute publication, il peut y avoir trois sortes de mouvements nationaux:

Un mouvement à base féodale dans les pays qui ne sont pas occupés économiquement par l'impérialisme.

Un mouvement à base bourgeoise, quand il existe dans une colonie modernisée une bourgeoisie locale susceptible de rivaliser économiquement dans le pays avec l'impérialisme, comme en Egypte.

Enfin, un mouvement à base ouvrière et paysanne quand, dans une colonie modernisée, il n'y a pas de bourgeoisie suffisamment conséquente et que la prolétarisation des indigènes a été très étendue (Tunisie, Algérie). Dans ce dernier cas, c'est donc aux masses directement qu'il faut s'adresser, et le mouvement ouvrier et populaire, qui est subordonné aux libertés individuelles et nationales, exprime parfaitement le mouvement national.

Donc, pour le Rif qui nous occupe aujourd'hui, il se trouvait un chef féodal qui, à travers la guerre d'indépendance, luttait pour sa fortune personnelle, pour sa maison, comme les féodaux européens d'autrefois, et aucune équivoque n'était possible à ce sujet, puisqu'il avait déjà émis comme condition de paix, la reconnaissance de sa souveraineté. Quelle devait être, par conséquent, l'attitude du Parti vis-à-vis de ce sujet, étant considéré que la propagande que nous faisons n'avait pas de répercussion au Rif, mais en avait en Algérie et en Tunisie, où un mouvement à base ouvrière et paysanne est seul possible. Le Parti devait s'affirmer pour l'indépendance du Rif, avec Abd-el-Krim tant que celui-ci défendait son peuple, mais contre lui s'il le trahissait, et en indiquant que, même s'il triomphait, le peuple rifain ne pourrait pas encore se considérer comme libre. Et ceci dit en passant, Abd-el-Krim avait le pouvoir de multiplier les facultés combattives de son peuple par l'adoption d'un programme de démocratie sociale et de socialisme économique qui l'aurait étroitement intéressé à la victoire.

Or, le Parti a célébré la personne d'Abd-el-Krim comme celle d'un apôtre, et il se trouve aujourd'hui en fâcheuse posture vis-à-vis des indigènes. Bien pis, dans un article aussi confus qu'indécis paru dans *l'Humanité*, le 1^{er} juin, Doriot cherche à justifier le geste de ce chef qui passe à l'ennemi accompagné de 212 mulets porteurs de ses biens, lui qui n'avait rien avant la guerre, et alors que tant de Rifains n'ont pas même un bourriquot pour labourer leurs champs, il laisse son peuple en désarroi, encore en plein combat contre l'impérialisme. Et les Rifains eux-mêmes refusèrent de prêter leur concours au transport des biens volés par cet usurpateur.

Doriot nous donne réellement une triste opinion de la façon dont il comprend le devoir; voyez la différence entre cette façon d'agir et celle du général Feng, qui battu, s'enfuit en Russie, mais pour y vivre de son travail.

Le deuxième point sur lequel nous ne sommes pas en accord avec la direction du Parti, c'est à propos de ce tapage assourdissant que l'on fait depuis plus d'un an sur les possibilités de conflit européen que pourrait entraîner la question rifaine. J'avais voulu déjà montrer que les impérialismes européens aujourd'hui en dégression avaient réalisé un front unique contre les dangers de soulèvements coloniaux; il y a donc juxtaposition d'une politique d'unité sur une politique passée de rivalités; cette juxtaposition entraîne bien quelques conférences, quelques articles aigres-doux, mais jamais, dans la situation actuelle, nous ne verrons l'Europe se déchirer pour une possession coloniale.

La France sait fort bien que, si elle entrait en conflit armé avec une puissance européenne quelconque au sujet du Rif, les Marocains surgiraient en troisième larron et les mettraient d'accord en les mettant dehors; ni de l'Italie, ni de l'Angleterre qui ont participé au blocus, ni de la France, ni de l'Espagne surgira une guerre européenne au sujet du Rif. Soutenir le contraire, est se montrer insensé.

Notre troisième grief avait trait au sabotage, inconscient, je le reconnais, du front unique, qu'il était possible de réaliser au début de la guerre. A cette époque, Abd-el-Krim était victorieux, le moral était bon parmi les troupes et parmi les masses françaises, la guerre avait été déclenchée brutalement et il était possible de réaliser un front unique avec tous les ouvriers organisés en France, mais nous savions que les chefs réformistes n'en voulaient pas. Il fallait donc éviter de leur donner un motif de reculade et de démagogie, afin qu'ils soient entraînés par le mouvement, et se tenir au mot d'ordre de paix avec le Rif; mais le besoin de singer les bolchéviks russes incita à l'adoption du mot d'ordre de fraternisation, qui est parfait du point de vue communiste, mais qui resta incompris des masses et ne fut d'ailleurs pas expliqué.

Il leur fut encore fourni un prétexte de diversion en Alsace-Lorraine, par la maladroite assimilation du plébiscite alsacien-lorrain à la guerre rifaine, et enfin par le bluff éhonté des délégations de congrès de comité d'action qui multipliaient par 10 et 50 le nombre de leurs représentations. L'échec de la grève générale, tard venue et préparée avec hésitation, fut le coup de grâce.

Or, la question rifaine n'est encore qu'un point du problème colonial, où notre parti n'a malheureusement pas de politique, à proprement parler; son action consiste en phrases incendiaires au Parlement, en grosses lettres sur *l'Humanité*, en gestes symboliques, mais tout cela ne suffit pas; il en résulte aujourd'hui qu'un grand nombre de coloniaux ont avec la direction du Parti des divergences profondes, et il en résulte aussi que le mouvement tunisien, par exemple, au lieu de faire fléchir l'impérialisme comme il le pouvait, a été virtuellement assassiné.

Aujourd'hui la crise coloniale prend corps. Il faut à notre direction de parti de la netteté, elle se doit de résoudre le problème colonial, ce qui est encore possible, non pas en pratiquant une politique de clientèle, en laissant subsister des préjugés ethniques, je dis le mot, mais en adoptant un cours nouveau.

SAINT-JACQUES.

P. S. — Dans un numéro suivant, j'apporterai en contribution à cet article quelques textes significatifs publiés par le Parti.



Implantons-nous dans l'usine

Nous avons eu un congrès de « bolchévisation ». Nous allons avoir un congrès de « normalisation ». Soit. Bien que le Parti, pour aussi intimement que je le fréquente, ne me soit jamais apparu comme un être anormal, mais bien comme un être jeune, sain, vigoureux, sûr de vaincre toutes les maladies infantiles, j'accepte qu'on s'attache à le « normaliser » et suis prête à accomplir toutes les tâches que nous assigneront les débats des 19 au 26 juin prochain. Puisqu'aussi bien, cette normalisation ne peut être que la lutte idéologique qui, finalement, prouvera aux résistants, protestataires, centristes et autres mécontents qu'en dépit des maladrresses qu'ont pu commettre des camarades responsables, la ligne du Parti fut, est et reste juste, que le Parti ne peut ni ne veut être aiguillé sur une voie de garage, qu'il veut et doit continuer encore et toujours sa marche en avant, à la tête du prolétariat dont il demeure la seule direction.

Si c'est bien là ce que veulent les 250 et leurs approbateurs, quel bon travail nous allons faire ensemble ! Et d'abord, puisqu'ils sont d'accord pour reconnaître que la cellule doit être la base du Parti, comme nous allons de tout notre cœur, de tout notre courage nous mettre à la besogne pour faire la conquête des usines.

Certains ont critiqué les cellules. « Vous avez tout cassé ! » — « Vous avez disloqué le Parti ! » — « Il n'y a pas de cellules qui vivent, même dans d'importants centres industriels » — ont dit ou écrit des camarades qui, étant passés un jour en véritables dilettantes dans l'une ou l'autre de nos cellules naissantes, se sont hâtés de prévenir l'ordonnateur des Pompes funèbres pour la préparation des funérailles. Le Parti se meurt ! le Parti est mort !

Doucement, camarades. Il n'est pas de meilleur médecin que la volonté de vivre. Et le Parti veut vivre et nous voulons qu'il vive. Certes, nous sommes nombreux à constater la faiblesse de nos cellules. Mais, nous n'avons pas cru avoir découvert la lune et nous n'avons nullement éprouvé le besoin de le faire savoir à l'Internationale, qui, du reste, le savait tout aussi bien, sinon mieux que nous-mêmes, nos camarades russes ayant passé avant nous par toutes les difficultés que nous rencontrons, et les ayant vaincues.

Et nous sommes quelques-uns, quelques-unes aussi, qui avons bravement pris le taureau par les cornes pendant que quelques autres (les apprentis fossoyeurs du Parti) s'installaient confortablement dans leurs postes d'observation pour voir ce qu'on allait voir — et préparer la rédaction de l'oraison funèbre.

Ce qu'ont fait les quelques-uns, camarades, et ce qu'ont vu les quelques autres ? Oh ! rien de bien extraordinaire encore. Mais, tout de même, quelques résultats qui, si minces qu'ils apparaissent, nous semblent intéressants, nous encouragent, nous assurent que l'avenir est à nous, au Communisme.

Des « anciens » nous ont quittés. Il y en a qui ont bien fait : ils étaient, dans nos cellules, le frein continuellement serré à bloc. Ils s'étaient trompés à Tours.

D'autres ont eu tort. Ils n'ont pas compris la tactique électorale (trop prêts encore des anarcho-individualistes), ou bien un « dictateur » les a froissés dans leur amour de la démocratie, et ils sont partis, regardant du dehors la maison qu'ils aiment et qu'ils ont quittée. Ceux-là reviendront, ils sont des nôtres.

Mais d'autres sont venus : jeunes, ardents, courageux, heureux d'avoir trouvé le guide qu'ils espéraient, qu'ils cherchaient, mais qu'ils ne trouvaient pas ailleurs, dans les autres partis en déliquescence. Ils sont venus : individualistes conquis à l'action de masse de toute une classe, socialistes écœurés, anciens combattants ennemis du carnage impérialiste, sans-parti, inorganisés, que les événements jettent brusquement dans la lutte pour la vie, tous ayant au cœur une même haine, celle du capitalisme, un même désir : sa destruction par la victoire du prolétariat.

Ils sont venus rejoindre les bons, les fidèles, les sincères, ceux chez qui aucune défaite, aucune désillusion ne peut abattre la foi dans la victoire du communisme. Ils ont essayé de travailler à cette victoire : ils ont tâtonné, hésité, cherché. Ils ont trouvé quelquefois et réalisé. Et leurs réalisations, par les peines, les efforts qu'elles leur ont coûté, ont été de véritables tours de force. Mais il fallait, pour obtenir, dans cette pénible période de réorganisation, des résultats intéressants, travailler avec le véritable esprit de classe qui ne s'acquiert que par la fréquentation constante de la masse ouvrière et par une collaboration étroite avec elle dans tous les domaines du travail.

Ce ne fut malheureusement pas le cas pour bon nombre de nos critiques. Les journaux d'usine avaient besoin d'articles, les journaux du Parti, besoin de correspondants. Quelle belle besogne pour tous ceux qui surent écrire de si belles phrases et bâtir de si belles contrethèses. Combien de questions auraient pu être clairement et simplement expliquées à nos cellules ! Mais ces camarades ont préféré perdre leur temps à écrire de longues épîtres qui ont failli détruire l'œuvre des précédents congrès.

On fait des blagues quand on n'est pas très fort. Certains, par leur « mécanisation », ont ressuscité la légende de l'Homme-au-couteau-entre-les-dents, permettant ainsi à d'autres de perdre leur temps, leur salive et leur encre à bâtir des monuments de sèche critique. Les premiers ont reconnu leurs erreurs et continuent à travailler en rectifiant les mauvaises méthodes. Dans quinze jours, les seconds auront reconnu les leurs et se mettront résolument à l'œuvre pour l'accomplissement de tout le travail que va nous confier notre prochain congrès.

Le capitalisme s'apprête à nous donner de rudes assauts. Il nous faudra tenir le coup. Ceci ne sera possible que si nous pouvons attaquer et nous défendre sur tous les points, dans toutes les usines. Et pour cela, il nous faut développer nos cellules là où elles existent, les créer là où elles nous manquent. Il nous faut mettre un pied là où nous n'avons encore que l'Œil de Moscou, introduire un deuxième camarade là où nous en avons déjà un. Et pour cela, il n'y a pas de trop de toutes les énergies, de toutes les suggestions.

Pour travailler ensemble et tirer des expériences passées un réel profit, ensemble nous examinerons le travail pratique déjà accompli par certaines petites cellules qui, depuis un an, vont se renforçant et seront bientôt de véritables fortins communistes.

Le problème de la main-d'œuvre étrangère

La période d'auto-critique, ouverte depuis quelque temps dans le Parti, m'autorise à émettre quelques remarques ou observations sur le problème de la main-d'œuvre étrangère en France.

J'ai lu, dans le compte rendu des débats de la dernière session du Comité exécutif élargi de notre Internationale, la déclaration du délégué français (Semard, je crois), affirmant qu'il y avait présentement en France 3 millions de travailleurs étrangers.

D'autre part, dans son article paru dans les *Cahiers* du 31 mai 1926, Lebedef, s'en rapportant à certaines statistiques officielles, évalue le nombre d'étrangers à 3 millions, dont 80 à 90 p. 100 — soit approximativement 2 millions et demi — seraient des ouvriers.

Le recensement de la population, effectué en mars 1926, pourra nous donner le chiffre exact d'étrangers qui résidaient en France à cette date-là. En attendant, je suis d'accord avec le camarade Lebedef pour penser qu'il y a en ce moment, approximativement, 3 millions d'étrangers dans notre pays.

Mais là où je diffère d'avec lui et d'avec les déclarations de Semard à Moscou, c'est quand ceux-ci disent que le nombre de travailleurs étrangers est d'environ 2.500.000, selon le premier, et de 3 millions, selon le second.

Je suis secrétaire de mairie dans une commune qui n'avait que quelques étrangers en 1920, et qui en comptait 859 le 7 mars 1926, jour du recensement général de la population.

Ces étrangers sont employés pour la plupart par la Compagnie des Mines de l'Escarpelle; celle-ci loge les célibataires dans des baraquements, et les pères de familles, ayant les leurs ici, dans des maisons. La Compagnie disposant d'un nombre de logements suffisant, la plupart des hommes mariés qui étaient d'abord arrivés seuls ont fait, par la suite, venir leur famille ici; c'est, je crois, ce qui se passe un peu partout, dans tous les centres où, depuis l'armistice, affluent les étrangers.

Je peux donc me baser sur les données dont je dispose pour généraliser, et pour appliquer leurs résultantes à toute la France. Or, voici comment se décompose la population étrangère de ma commune :

Enfants de 0 à 13 ans.....	260
Sexe masculin, à partir de 13 ans.....	373
Sexe féminin, à partir de 13 ans.....	226
TOTAL.....	859

Déduisons de ce total les inaptes au travail :

<i>Enfants</i> de moins de 13 ans.....	260
<i>Femmes</i> : ménagères, mères de famille, malades, etc.....	150
<i>Hommes</i> : malades, infirmes, vieillards, etc., approximativement..	25
TOTAL.....	435

Il reste donc, comme travailleurs véritables : 859 — 435, soit 424, ou près de 50 p. 100 (et, par conséquent, environ 1.500.000 pour toute la France).

Nous voilà loin des 80 ou 90 p. 100 des Lebedef et des 3 millions de Semard.

Je ne produis pas ces remarques dans le but de diminuer aux yeux des camarades du Parti l'importance du problème de la main-d'œuvre étrangère, au contraire. Mais pour bien traiter une question si essentielle que celle-là, il est indispensable de tabler sur des renseignements les plus exacts possibles. Sans compter que nous nous déconsidérons aux yeux des sympathisants, et que nos adversaires se gaussent de nous quand, par manque de réflexion ou d'esprit critique, nous commettons des erreurs aussi grossières que celles relevées ci-dessus.

Pour la gouverne des lecteurs des *Cahiers*, je vous serais très obligé de bien vouloir publier ces lignes dans ses colonnes.

J. LÉPAPE (de la cellule 861, à Leforest, P.-de-C.).

P. S. — Une étude de la question se rapportant à tous les grands centres de l'immigration étrangère en France ferait sans doute ressortir un pourcentage de travailleurs étrangers sensiblement inférieur à 50 p. 100. Car il faut compter, dans le total des étrangers, avec les touristes et les rastaquouères de la haute — ils abondent à Paris, sur la Côte d'Azur et dans toutes les grandes villes — et avec ceux qui se sont fait une situation dans le monde capitaliste des affaires.



Autour de la Discussion

A de nombreux congrès et conférences, il se renouvelle des discussions qui ne seraient pas criticables, si elles n'avaient le grave inconvénient d'absorber inutilement un temps toujours trop court dont on dispose, surtout après l'immanquable retard provoqué par l'inexactitude des délégués aux heures d'ouverture des réunions.

La séance est ouverte, après les consultations d'usage pour la formation du bureau; le camarade rapporteur R traite un sujet. Le premier orateur inscrit pour la discussion: le camarade A discute, critique surtout et apporte un *fait local* à l'appui de sa controverse. Jusque-là rien d'anormal. Le camarade B lui succède, parle à son tour, critique, mais s'empare du « fait local » apporté par le camarade A et le discute à perte de vue. Le camarade C intervient ensuite, il effleure le sujet du camarade rapporteur et se lance à son tour sur les critiques de A et de B. Le camarade D demande la parole pour prendre position sur les discussions secondaires qui ont rebondi, ou plutôt qui ont couvert l'intérêt primordial du débat, et le sujet se trouve complètement enterré au milieu de la discussion qui a fait « boule de neige ». Si le camarade, rapporteur ou président, ne tranche pas d'une parole décisive les questions soulevées pour remettre en lumière le sujet initial, il aura beaucoup de mal et passera du temps à déblayer le véritable terrain de la discussion.

De là une perte de temps énorme, pour un bon travail pratique en conférence ou congrès à *temps limité*. Il ne faudrait tout de même pas discuter avec cette méthode qui est excellente en cellule mais où, malheureusement, il n'y a pas toujours quinze orateurs inscrits pour le même sujet.

A côté du travers de cette discussion, il y a le camarade qui n'a rien à dire sur la question mais qui éprouve le besoin de se dresser en défenseur de tel ou tel camarade mis en cause au cours de la discussion. Il est amusant de constater que ce ne sont pas toujours les plus qualifiés pour ce genre d'intervention, d'ailleurs parfaitement inutiles, vu que le bureau, le rapporteur, et souvent le camarade présent sont là pour mettre les choses au point, se justifier ou défendre l'incriminé s'il y a lieu.

*
*
*

A l'appui de ces constatations, écrites, il y a quelque temps sous l'impression d'une conférence, j'apporterai un fait typique qui vient de se produire à mon endroit, dans les *Cahiers du Bolchévisme*. Chargé par ma cellule de rapporter sur la question de la réorganisation de *l'Humanité*, j'ai apporté le résultat de mon travail qui fut jugé quelque peu intéressant pour passer dans le numéro 50. Les *Cahiers* suivants me valent les honneurs d'une critique du 36^e Rayon.

Je répondrai tout d'abord, que son mode de critique ne vaut absolument rien. Il accrédite ce mode de discussion néfaste qui consiste à prendre dans le travail individuel d'un camarade, ce que l'on considère

comme la « lacune », la faiblesse, ou l'oubli et à édifier là-dessus une discussion oiseuse; parfois d'un oisif qui a attendu la production des autres pour faire de la « superproduction ». Il existe dans le Parti un assez grand nombre de ces camarades qui jouent à la mouche du coche, comme les dénonçait Michel Marty à la dernière conférence de la R. P.

Les vieux camarades depuis longtemps au travail se moquent bien de ces piqures (ils ont reçu déjà des coups de fouet plus cinglants), mais les jeunes qui veulent s'atteler à la besogne ne trouvent guère encourageantes ces critiques aigres-douces.

Il ne faut pas confondre, la discussion utile à réparer une faute, à redresser une erreur, à combattre une proposition fautive, qui doit se faire avec persuasion et camaraderie et la discussion inutile qui consiste à diminuer un camarade, à amoindrir son travail, à ridiculiser ses suggestions. Je me suis toujours élevé contre ce mode de discussion où l'on cherche à souffler la bougie de son voisin pour n'éclairer qu'avec sa lumière. C'est un jeu dangereux qui finit par jeter la confusion dans les débats et aboutir à l'obscurité la plus complète. En outre, la bonne volonté au travail du camarade mis « knock out » se trouve singulièrement diminuée, et ce résultat est désastreux quand il aurait pu en être autrement.

Dans les tâches individuelles, il faut tenir compte de l'effort personnel. La plus grande indulgence doit être accordée aux camarades ouvriers désireux de s'éduquer, d'apprendre ou de se perfectionner dans le travail de bolchévisation. Autant on doit être impitoyable vis-à-vis d'un intellectuel qui a bénéficié de l'instruction du Capitalisme, autant on doit être généreux et bienveillant pour le camarade ouvrier ou paysan victime de l'égoïsme des classes possédantes.

Après ces considérations d'ordre général que j'ai été à même de constater du Midi au Nord, sans oublier le Centre (Massif Central), je tiens à répondre au camarade critiqueur, en employant la méthode que je condamne, pour lui montrer combien on pourrait en dire avec le même esprit sur le compte de son intervention. Celle-ci est exclusivement réservée à mon rapport car il me semble, que si le travail de la cellule de Charenton n'avait pas été communiqué aux *Cahiers*, nous aurions été privés de l'article critique de Langlois et c'eût été dommage.

*
*
*

D'abord, il s'agit d'un rapport sur la réorganisation du journal *l'Humanité*, pour son développement afin de toucher une 2^e zone de lecteurs. Langlois écrit en titre: « Le parti et la lutte antimilitariste » Il y a tout de même un « distinguo » entre *l'Huma* et le Parti et leur réorganisation respective.

Ensuite, je précise que mon tableau n'avait rien de « détaillé » ni d'exclusif. Les coloniaux, les étrangers, les emprisonnés même, pourraient à leur tour reprocher au rapporteur d'avoir: « tout remarqué, sauf la tribune »... qui leur est chère.

Le camarade Langlois qui me paraît avoir du nez, a senti « par l'adoption de ce rapport à l'unanimité par la cellule, la gravité de l'état d'esprit régnant dans le Parti vis-à-vis du travail parmi les soldats. » Aussi agite-t-il la cloche du Gaz-alarm.

Non! je te dirai, mon vieux (parce que tu me parais être un jeune), que l'absence de la Tribune du soldat dans ma classification n'apporte

aucune preuve de l'état d'esprit de ma cellule et encore moins du Parti, car notre petite et laborieuse cellule de Charenton n'a ni l'honneur de posséder en son sein un membre dirigeant du Parti, ni la prétention de refléter l'état d'esprit du Parti tout entier.

Mon examen a porté du 2 au 11 mai inclus soit sur dix numéros et c'est sur la recherche des rubriques concernant la clientèle immédiatement accessible que mon travail a porté.

Je déplore que *l'Humanité* soit proscrite dans les Casernes, et que chaque soldat récolte 15 à 30 jours de « tôle », quand il est pris à lire *l'Huma*. C'est cher ! Si les camarades soldats ne peuvent malheureusement pas compter dans la clientèle immédiate, c'est parce qu'en outre du tarif des punitions et des privations quotidiennes, le prix de *l'Huma* représente leur prêt journalier. Ne serait-ce pas trop attendre d'eux ? Alors qu'ils peuvent tout attendre de nous et que la feuille hebdomadaire ou les tracts que nous leur destinons doivent leur être distribués gratuitement.

« *Le problème est plus large* », ajoute Langlois, d'accord, et c'est pourquoi je ne me suis pas permis, comme il a voulu le faire, d'incorporer dans mon rapport la question antimilitariste qui a davantage sa place dans les questions de la réorganisation du Parti que dans celles de *l'Humanité*.

Si, comme il le reconnaît « *le problème dépasse les cadres du rapport à la cellule de Charenton* » pourquoi alors lui faire le grief de son absence vingt lignes plus haut et consacrer une demi-page de critique ?

Il eût été plus exact de la part de Langlois de présenter un rapport à sa cellule sur son point de vue, relativement à la lutte antimilitariste que de greffer maladroitement cette question avec une critique qui à l'air d'investir du caractère officiel le modeste rapport d'un camarade. La discussion en cellule lui aurait donné le point de vue de ses camarades et lui aurait évité d'écrire sous sa propre impulsion des erreurs d'appréciation. Il aurait pu recueillir des suggestions heureuses, peut-être nouvelles, qui auraient formé un tout bien homogène, assimilable et nutritif pour la vie du Parti.

*
* *

Maintenant, cher camarade, je vais examiner, selon ma méthode, ton point de vue sur la seconde partie de ton article qui méritait d'être la première, vu l'urgence des événements et l'importance de la question.

Discutons comme si nous étions en cellule, entre camarades animés d'un même esprit de travail.

A mon avis, il ne s'agit pas de conquérir l'armée, mais les soldats. Soyons précis. L'Armée bourgeoise est une caste avec une ossature : ses cadres, mais qui n'est rien sans les soldats. On doit donc faire la révolution contre cette armée mais avec les soldats. Nous sommes d'accord.

« *Quel est donc le meilleur moyen d'agitation que notre Huma ?* » demande le camarade Langlois.

— J'en connais de meilleurs, camarade, le papillon, le tract, la brochure ; l'un pour attirer l'attention, l'autre pour rappeler au devoir de classe, le dernier pour éduquer.

— Le journal de caserne, photocopié à l'image du journal d'entreprise, suggérera quelqu'un...

— Et répandu en ville dans les cafés de la garnison, ajoutera un autre camarade...

Le Parti, la région, le rayon, la cellule doivent leur concours pour ce travail ; ce n'est pas exclusivement aux jeunes d'assumer toutes les tâches, c'est entendu. Un grand pas a déjà été fait au lendemain de la réorganisation du Parti à ce sujet, mais il faut l'allonger et en faire d'autres. Ce n'est pas en consacrant deux colonnes par jour à l'armée dans *l'Humanité* que notre Parti pourra conquérir la masse des soldats, animer les militants et les sympathisants pour un travail révolutionnaire à l'armée et augmenter le nombre de ses lecteurs pour les gagner à notre influence, car cette dernière tâche, il ne faut pas l'oublier, était le premier objectif à atteindre et la question à résoudre pour le moment en ce qui concerne la réorganisation de *l'Humanité*.

HACHELDÉ.



Le Gérant : BELLANGER.

En vente à la **LIBRAIRIE de L'HUMANITÉ**
120, rue Lafayette, PARIS (x^e)

L. TROTSKY

Europe et Amérique

Prix 6 fr.



Où va l'Angleterre ?

Prix 8 fr. 50

En vente à la **LIBRAIRIE de L'HUMANITÉ**
120, rue Lafayette, PARIS (x^e)

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

VIVANTE-DOCUMENTÉE
PARAÎSSANT SUR 8 PAGES
PUBLIE

DES N^{OS} SPÉCIAUX SUR LES
PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DU
MOUVEMENT COMMUNISTE,
LES CONGRÈS ET LES THÈSES
DU COMITÉ EXÉCUTIF.

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

TARIF DES ABONNEMENTS

1 MOIS	3 fr
6 "	15 fr
1 AN	30 fr

ADRESSER LES FONDS A L'HUMANITÉ
CHÈQUE POSTAL 209-61 PARIS

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE